



**UNION DES BANQUES  
MAGHREBINES**

**2022**

**RAPPORT  
ANNUEL**

**Banques maghrébines : vers un monde plus durable**

---

Rapport dirigé par le professeur Dhafer SAIDANE – SKEMA Business School,  
L'auteur remercie Sana BEN ABDALLAH – FSEG de Sfax pour sa contribution

## Résumé exécutif

Le rapport 2022 révèle que :

**1.** Les pays du Maghreb commencent à sortir de la pandémie de COVID-19, mais les défis structurels demeurent inchangés. Il s'agit de s'attaquer aux inégalités structurelles, aux contraintes de l'inflation et d'accélérer la transition écologique en renforçant la résilience face aux défis géopolitiques actuels et futurs. Une reprise de qualité basée sur la maîtrise des contraintes budgétaires et monétaires aiderait les pays du Maghreb à définir des programmes d'action à moyen et long terme et permettrait de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, de nombreuses banques cherchent à réduire le financement de projets et d'entreprises ayant un impact négatif sur l'environnement.

D'autre part, les banques pourraient identifier les secteurs d'activité considérés comme polluants et définir des critères d'évaluation de l'impact environnemental des entreprises emprunteuses, qui seraient pris en compte dans l'analyse des demandes de crédit.

**2.** Le secteur financier maghrébin est fortement impacté par le changement climatique. Les institutions financières sont invitées à se prémunir contre de nouveaux risques qui y sont associés. Les sinistres climatiques impactent la défaillance des emprunteurs. Un lien direct est en train de se développer entre la solvabilité des emprunteurs et les catastrophes naturelles. Face à l'augmentation des événements climatiques extrêmes dans le Sahel et sur les côtes, les banques sont confrontées au défi d'évaluer l'impact des risques climatiques sur le défaut de paiement. À cela se rajoute le financement de la transition écologique.

**3.** Le scoring crédit pour évaluer le risque de défaut basé sur uniquement des éléments financiers n'est plus suffisant. Il doit intégrer des éléments extra-financiers. La corrélation entre les aspects climatiques et la solvabilité d'une entreprise est donc difficile à mesurer. Le risque de catastrophe climatique peut être localisé et quantifié. Il peut avoir d'influence directe sur le résultat net d'une entreprise. Ainsi, une variable géographique/climatique peut être intégrée aux modèles de scoring crédit, ce qui pourrait entraîner une dégradation de la note des entreprises situées dans des zones à risques, telles que des zones de guerres ou sismiques.

4. Un défi méthodologique pour les banques consiste à définir les informations extra-financières permettant de prendre en compte le risque climatique dans le processus d'octroi de crédit. De nombreux acteurs du secteur bancaire travaillent à la mise en place de techniques d'évaluation du risque climatique. Il est toutefois important de noter que la prise de conscience des enjeux climatiques au sein du secteur financier est encore relativement récente
5. Beaucoup reste à faire. L'UBM s'engage depuis de nombreuses années dans le développement d'une réflexion opérationnelle afin de relever les défis climatique et écologique dans l'intérêt des banques des pays du Maghreb.
-

## Plan

Executive Summary .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Liste des tableaux.....	6
Liste des Figures .....	8
Liste des abréviations.....	9
Introduction Générale .....	10
Partie 1 Regards sur les économies des pays de l'UMA .....	12
Chapitre 1. Conjoncture économique .....	13
1.1. Algérie.....	14
1.1.1. Regards sur la conjoncture économique .....	14
1.2. Libye .....	18
1.2.1. Regards sur la conjoncture économique .....	18
1.3. Maroc .....	21
1.3.1. Regards sur la conjoncture économique .....	21
1.4. Mauritanie .....	25
1.4.1. Regards sur la conjoncture en Mauritanie.....	25
1.5. Tunisie.....	29
1.5.1. Regards sur la conjoncture économique .....	29
Chapitre 2. Politiques monétaire et budgétaire .....	33
2.1. Algérie.....	34
2.1.1. Politique monétaire.....	34
2.1.2. Politique budgétaire.....	38
2.2. Libye .....	41
2.2.1. Politique monétaire.....	41
2.2.2. Politique budgétaire.....	43
2.3. Maroc .....	46
2.3.1. Politique monétaire.....	46
2.3.2. Politique budgétaire.....	47
2.4. Mauritanie .....	50
2.4.1. Politique monétaire.....	50
2.4.2. Politique budgétaire.....	52
2.5. Tunisie.....	56
2.5.1. Politique monétaire.....	56
2.5.2. Politique budgétaire.....	58
Chapitre 3. Etat des lieux du secteur bancaire maghrébin durant la crise Covid-19 .....	65
3.1. Algérie.....	66

3.1.1.	Etat des lieux du secteur bancaire.....	66
3.2.	Libye .....	68
3.2.1.	Etat des lieux du secteur bancaire.....	69
3.3.	Maroc .....	74
3.3.1.	Etat des lieux du secteur bancaire.....	74
3.4.	Mauritanie .....	77
3.4.1.	Etat des lieux du secteur bancaire.....	77
3.5.	Tunisie.....	80
3.5.1.	Etat des lieux du secteur bancaire.....	80
Partie 2 Etudes et analyses .....		83
De l'investissement à impact RSE à la mesure d'impact des banques maghrébines.....		84
Conclusion Générale.....		109

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1.1-1</b> - Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté - Algérie.....	17
<b>Tableau 2.1-1</b> - Taux directeur - Algérie .....	35
<b>Tableau 2.1-2</b> - Masse monétaire - Algérie .....	35
<b>Tableau 2.1-3</b> - Exportation - Algérie.....	36
<b>Tableau 2.1-4</b> - Importations - Algérie .....	37
<b>Tableau 2.1-5</b> - Recette budgétaire - Algérie.....	38
<b>Tableau 2.1-6</b> - Endettement extérieur - Algérie .....	39
<b>Tableau 2.2-1</b> - Compte courant - Libye.....	41
<b>Tableau 2.2-2</b> - Masse monétaire - Libye .....	41
<b>Tableau 2.2-3</b> - Balance commerciale - Libye.....	42
<b>Tableau 2.2-4</b> - Dépenses - Libye .....	43
<b>Tableau 2.2-5</b> - Recette pétrolière - Libye .....	44
<b>Tableau 2.2-6</b> - Solde budgétaire - Libye .....	45
<b>Tableau 2.3-1</b> - Taux directeur - Maroc.....	46
<b>Tableau 2.3-2</b> - Masse monétaire M3 - Maroc .....	47
<b>Tableau 2.3-3</b> - Balance commerciale - Maroc.....	48
<b>Tableau 2.3-4</b> - Déficit budgétaire - Maroc .....	48
<b>Tableau 2.3-5</b> - Dette publique- Maroc .....	48
<b>Tableau 2.4-1</b> - Déficit du compte courant - Mauritanie .....	52
<b>Tableau 2.4-2</b> - Solde budgétaire - Mauritanie .....	52
<b>Tableau 2.4-3</b> - Dépenses – Mauritanie .....	55
<b>Tableau 2.5-1</b> - Masse monétaire M3 - Tunisie.....	57
<b>Tableau 2.5-2</b> - Crédits à l'économie - Tunisie .....	57
<b>Tableau 2.5-3</b> - Solde courant - Tunisie .....	58
<b>Tableau 2.5-4</b> - Avoirs nets en devises - Tunisie.....	59
<b>Tableau 2.5-5</b> - Déficit du compte courant - Tunisie.....	59
<b>Tableau 2.5-6</b> - Déficit budgétaire - Tunisie.....	61
<b>Tableau 2.5-7</b> - Dette publique - Tunisie.....	61
<b>Tableau 3.1-1</b> - Dépôts à vue - Algérie.....	66
<b>Tableau 3.1-2</b> - Crédits distribués - Algérie .....	66
<b>Tableau 3.1-3</b> - Liquidité bancaire.....	68
<b>Tableau 3.2-1</b> - Bénéfices des banques commerciales Libyennes .....	70
<b>Tableau 3.2-2</b> - Total actif - Libye.....	70
<b>Tableau 3.2-3</b> – Ratio de couverture - Libye .....	70
<b>Tableau 3.2-4</b> - Actifs liquides – Libye .....	71
<b>Tableau 3.2-5</b> - Dépôts bancaires - Libye.....	72
<b>Tableau 3.2-6</b> - Crédits bancaires - Libye.....	73
<b>Tableau 3.3-1</b> - Total des dépôts - Maroc .....	74

<b>Tableau 3.3-2-</b> Crédits bancaires - Maroc .....	74
<b>Tableau 3.3-3</b> - Créances en souffrance - Maroc.....	75
<b>Tableau 3.3-4</b> – Rentabilité - Maroc.....	75
<b>Tableau 3.4-1</b> - Total des dépôts - Mauritanie.....	79
<b>Tableau 3.5-1</b> - Indicateurs d’activité et de rentabilité des banques tunisiennes.....	80
<b>Tableau 3.5-2</b> - Ratio LTD - Tunisie .....	81



## Liste des Figures

<b>Figure 1.1-1-</b> Taux de croissance annuel du PIB - Algérie.....	14
<b>Figure 1.1-2</b> - Taux d'inflation annuel - Algérie .....	15
<b>Figure 1.1-3</b> - Taux de chômage en % - Algérie.....	16
<b>Figure 1.2-1-</b> Taux de croissance - Libye .....	18
<b>Figure 1.2-2</b> - Taux d'inflation - Libye.....	19
<b>Figure 1.2-3</b> - Taux de chômage - Libye .....	20
<b>Figure 1.3-1</b> – PIB - Maroc .....	22
<b>Figure 1.3-2</b> - Taux d'inflation - Maroc.....	23
<b>Figure 1.3-3</b> - Taux de chômage - Maroc .....	24
<b>Figure 1.4-1</b> - Taux de croissance annuel du PIB - Mauritanie .....	26
<b>Figure 1.4-2</b> - Taux d'inflation - Mauritanie.....	27
<b>Figure 1.4-3</b> - Taux de chômage - Mauritanie .....	28
<b>Figure 1.4-4</b> - PIB - Tunisie .....	30
<b>Figure 1.4-5</b> - Taux d'inflation - Tunisie .....	31
<b>Figure 1.4-6</b> – Chômage - Tunisie .....	32
<b>Figure 2.1-1</b> - Balance des paiements courants (% du PIB) - Algérie .....	34
<b>Figure 2.4-1</b> - Masse monétaire - Mauritanie .....	50
<b>Figure 2.4-2-</b> Taux de change - Mauritanie .....	51
<b>Figure 2.4-3</b> - Taux directeur - Mauritanie .....	51
<b>Figure 2.4-5-</b> Balance commerciale .....	53
<b>Figure 2.5-1-</b> Taux directeur et TMM - Tunisie .....	56
<b>Figure 2.5-2</b> - Crédits à l'économie - Tunisie .....	58
<b>Figure 2.5-3</b> - Balance commerciale en MD - Tunisie .....	60
<b>Figure 2.5-4</b> – Evolution du déficit budgétaire - Tunisie.....	61
<b>Figure 2.5-5</b> - Evolution de la dette publique - Tunisie .....	62
<b>Figure 2.5-6-</b> Recettes fiscales et non fiscales de la Tunisie .....	63
<b>Figure 3.2-1-</b> Nombre d'agences bancaires - Libye.....	68
<b>Figure 3.2-2</b> – Concentration bancaire - Libye .....	69
<b>Figure 3.2-3</b> - Dépôts bancaires - Libye .....	72
<b>Figure 3.3-1</b> – Prêts accordés par les banques- Maroc .....	76
<b>Figure3.4-1</b> - Crédits intérieurs - Mauritanie .....	77
<b>Figure 3.4-2</b> - Concours bancaires - Mauritanie .....	78
<b>Figure 3.5-1</b> - Répartition sectorielle des crédits– Tunisie .....	81



## Liste des abréviations

<b>BAM</b>	Bank Al Maghreb
<b>BCA</b>	Banque Centrale d'Algérie
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Mauritanie
<b>CBL</b>	Central Bank of Libya
<b>DD</b>	Développement Durable
<b>ESG</b>	Environnementales, Sociales et de Gouvernances
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>INS</b>	Institut national de la statistique
<b>ISR</b>	Investissement Socialement Responsable
<b>LCR</b>	Ratio de Couverture de Liquidité
<b>LTD</b>	Ratio de couverture des crédits par les dépôts
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>ROA</b>	Return On Assets
<b>ROE</b>	Return On Equity
<b>RSE</b>	Responsabilité Sociale des Entreprises
<b>TMM</b>	Taux Moyen du Marché Monétaire
<b>UMA</b>	Union du Maghreb Arabe

## Introduction Générale

Alors que les pays du Maghreb commencent à sortir de la pandémie de COVID-19, les décideurs publics ainsi que la société civile éprouvent le besoin de disposer d'outils pour suivre les efforts déployés pour relancer l'activité économique et reconstruire en mieux un développement plus durable imposé de manière de plus en plus vigoureuse par les partenaires commerciaux des pays riches. Cela implique de s'attaquer aux inégalités structurelles, d'accélérer la transition écologique et de renforcer la résilience face aux défis futurs. Une reprise de qualité aiderait les pays du Maghreb à définir des programmes d'action à moyen et long terme et permettrait de faciliter les progrès vers la réalisation des ODD. Rappelons que réduire les émissions de carbone est le seul moyen d'éviter les pires effets du changement climatique. À titre d'exemple, l'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de 55 % d'ici 2030 et à parvenir à une économie zéro émissions nettes d'ici 2050.

La reprise post-COVID-19 comprend des indicateurs permettant de suivre la qualité de la reprise - c'est-à-dire d'apprécier dans quelle mesure elle est forte, inclusive, verte et résiliente, en prenant systématiquement en compte les inégalités entre les sexes. Une data actualisée et fiable s'appuyant sur des approches novatrices en matière de traitement des données devient une préoccupation centrale. L'actualité, la granularité et la précision de des statistiques s'améliorent d'ailleurs constamment à mesure que de nouvelles sources deviennent disponibles.

Du point de vue budgétaire, dans le sillage des Accords de Paris de 2015 de nombreux États ont engagé un processus complexe et progressif de budgétisation verte. Cela se traduit par une démarche de « cotation environnementale » des dépenses budgétaires et fiscales de l'État à partir de la loi de finances. Toutefois, le poids de la fiscalité écologique dans le total des prélèvements obligatoires montre que la « fiscalité verte » reste globalement modeste. La montée en puissance des préoccupations environnementales sur les plans budgétaires et fiscaux questionne la capacité des États à arbitrer entre les trois composantes économiques, sociales et écologiques du développement durable.

Bien que la responsabilité de conduire et de soutenir cette transition incombe en premier lieu aux pouvoirs publics et aux législateurs, la Banque centrale européenne s'est lancée dans une action visant à promouvoir la finance durable et le verdissement de ses opérations de politique monétaire, sans porter préjudice à son objectif principal de maintien de la stabilité des prix.

Les pays du Maghreb sont tenus d'observer ces grandes orientations mondiales. Tôt ou tard ces tendances vont se traduire par des conditionnalités affectant dans les relations économiques, financières et commerciales. Des politiques maghrébines pro-actives dans le domaine de la durabilité semblent aujourd'hui indispensables voire inéluctables.

# Partie 1

## Regards sur les économies des pays de l'UMA



# Chapitre 1



**Regards sur la conjoncture : situation économique globale des pays de l'UMA**

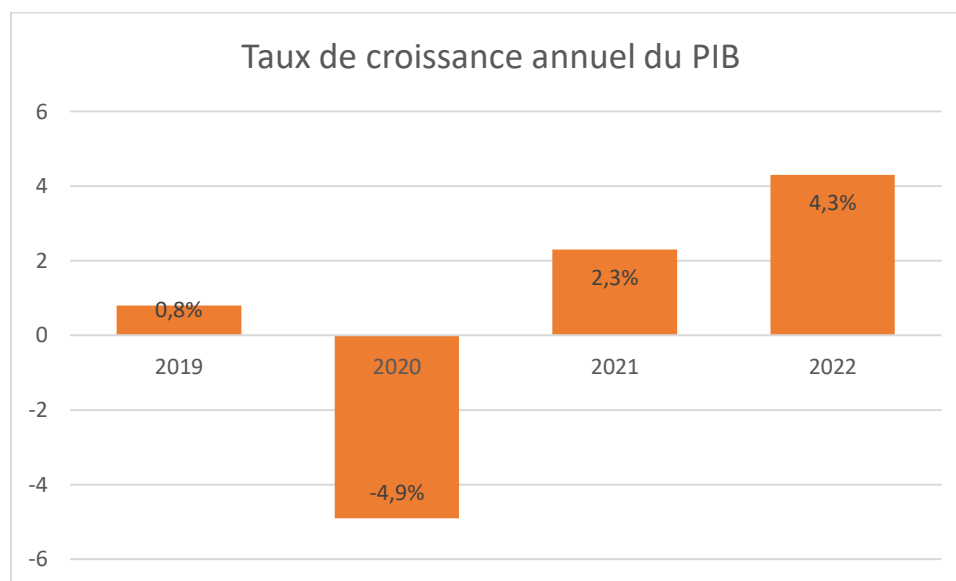
## 1.1. Algérie

### 1.1.1. Regards sur la conjoncture économique

- **Croissance économique**

L'économie algérienne a connu une reprise renforcée en 2022. En 2020, il y a eu une contraction significative de l'économie avec un taux de croissance de -4,9%, due aux impacts négatifs de la pandémie de COVID-19. En 2021, une reprise est observée avec un taux de croissance de 2,3%, suggérant une amélioration de la situation économique. Cette reprise se consolide en 2022, avec un taux de croissance de 4,3%, indiquant une accélération de la croissance économique

**Figure 1.1-1-** Taux de croissance annuel du PIB - Algérie



Source : Banque d'Algérie

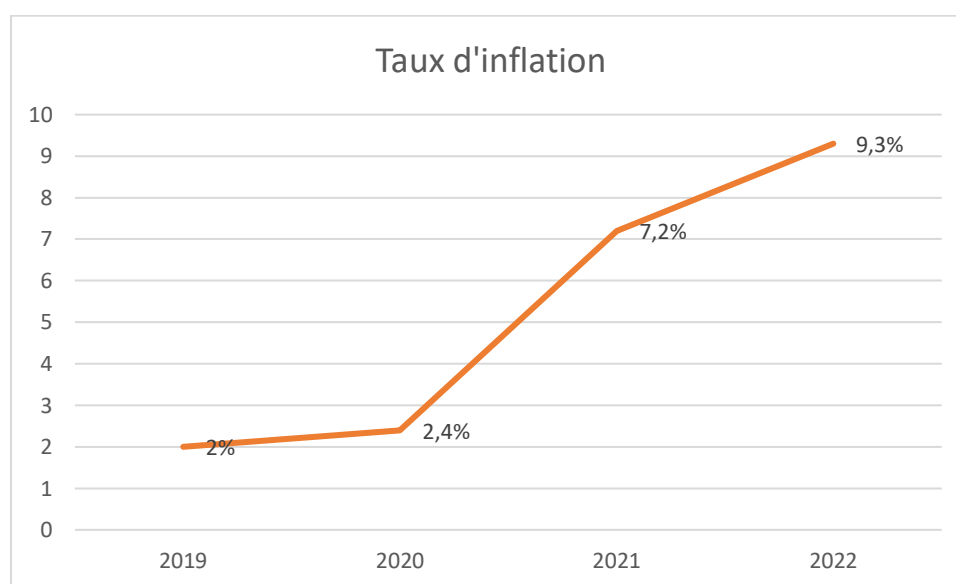
- **Inflation**

L'inflation en Algérie a continué à augmenter en 2022, avec un taux de 9,3 %, comparé à 7,2 % en 2021. Ce qui signifie que les prix des biens et services ont connu une hausse plus rapide par rapport à l'année précédente. Cette tendance à la hausse de l'inflation a été alimentée à la fois par des facteurs internes et par l'inflation mondiale.

L'Algérie a été confrontée à plusieurs facteurs internes qui ont contribué à la hausse de l'inflation. Parmi ces facteurs, on peut citer une demande intérieure élevée par rapport à

l'offre, des pressions sur les coûts de production, des déséquilibres budgétaires et des contraintes structurelles dans l'économie algérienne. Ces facteurs ont pu entraîner une augmentation des prix des biens et services sur le marché intérieur. De plus, l'Algérie est un pays fortement dépendant des exportations d'hydrocarbures, principalement du pétrole et du gaz naturel. Les fluctuations des prix mondiaux du pétrole peuvent avoir un impact significatif sur l'économie algérienne. La gestion de l'inflation reste un défi important pour les autorités économiques algériennes afin de maintenir la stabilité économique et de garantir le pouvoir d'achat des citoyens.

**Figure 1.1-2 - Taux d'inflation annuel - Algérie**



Source : Banque mondiale

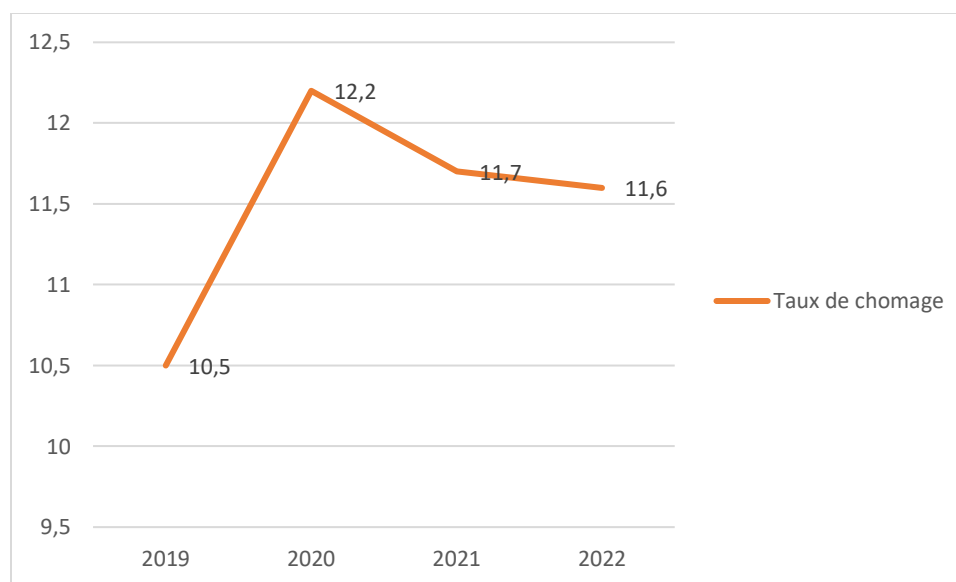
- **Chômage**

Le taux de chômage en Algérie est resté relativement stable, passant de 11,7% en 2021 à 11,6% en 2022. Cette légère variation indique une certaine résilience sur le marché du travail malgré les défis économiques persistants. Bien que le taux de chômage n'ait pas diminué de manière significative, le maintien à un niveau similaire peut être interprété comme une stabilisation de la situation de l'emploi. Cependant, il convient de noter que même une légère baisse peut être perçue comme positive dans un contexte où de nombreux



pays ont connu une augmentation du chômage en raison des perturbations économiques provoquées par la pandémie de COVID-19.

**Figure 1.1-3 - Taux de chômage en % - Algérie**



Source : Banque mondiale

- **Pauvreté et précarité des ménages**

Le taux de pauvreté national en 2022 s'établit à environ 28 % de la population. L'Algérie est confrontée à des inégalités régionales marquées en termes de taux de pauvreté. Les régions du sud et du centre du pays sont particulièrement touchées, avec des taux de pauvreté pouvant atteindre jusqu'à 50 %. Cela peut être dû à des disparités dans les opportunités économiques, les infrastructures, l'accès aux services de base tels que l'éducation et la santé, ainsi qu'à des problèmes liés au développement régional inégal. Les politiques de lutte contre la pauvreté en Algérie doivent être ciblées, coordonnées et inclusives, afin de répondre aux besoins spécifiques des régions les plus touchées et de garantir une croissance économique plus inclusive.

## Chapitre 1

### Regards sur les économies des pays de l'UMA

---

**Tableau 1.1-1** - Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté - Algérie

Années	2018	2019	2020	2021
Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté (en millions)	1,3	1,3	1,7	1,9

Source : [statista.com](https://www.statista.com)

## 1.2. Libye

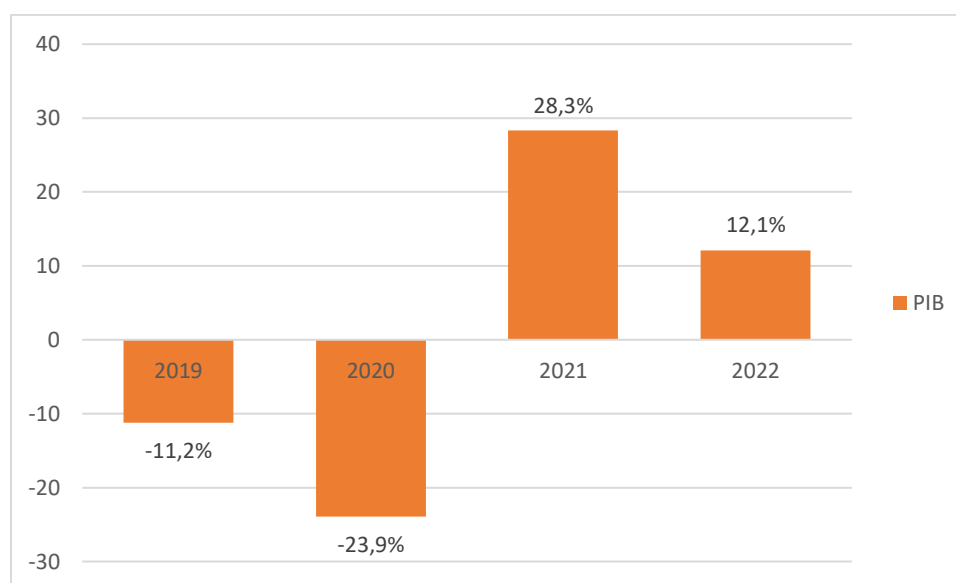
### 1.2.1. Regards sur la conjoncture économique

- **Croissance économique**

En 2022, l'économie de la Libye a connu une contraction significative de son PIB réel, avec une baisse de 12,1 % par rapport à l'année précédente. Cela représente une inversion importante de la tendance, car en 2021, le PIB avait enregistré une croissance notable de 28,3 %.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette récession. En effet, la performance des secteurs clés de l'économie libyenne a été affectée. Le secteur des hydrocarbures, qui constitue une part importante des revenus du pays, a connu une baisse de ses performances. Cela peut être dû à des interruptions de la production, des problèmes logistiques ou des difficultés dans les activités d'exportation. Les secteurs des services et de l'industrie manufacturière ont également connu des difficultés, bien que dans une moindre mesure. Les perturbations causées par les conflits ont entravé les activités de ces secteurs, réduisant ainsi leur contribution à la croissance économique globale.

**Figure 1.2-1-** Taux de croissance - Libye



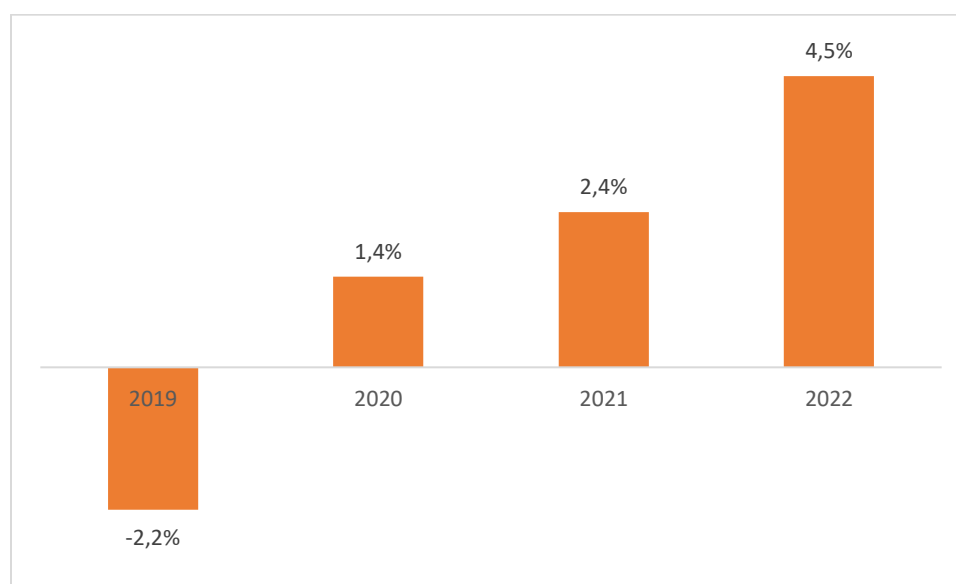
Sources: Banque Mondiale et AFDB

- **Inflation**

En 2022, la Libye a connu une augmentation de l'inflation, avec un taux passant de 2,4 % en 2021 à 4,5 %. Cette augmentation de l'inflation est principalement attribuée à la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette augmentation des prix. En effet, les fluctuations des prix mondiaux des matières premières et des produits de base peuvent avoir un impact sur l'inflation en Libye. Les prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité sont souvent influencés par les tendances mondiales, notamment en ce qui concerne les prix du pétrole, des céréales et d'autres produits agricoles.

**Figure 1.2-2 - Taux d'inflation - Libye**



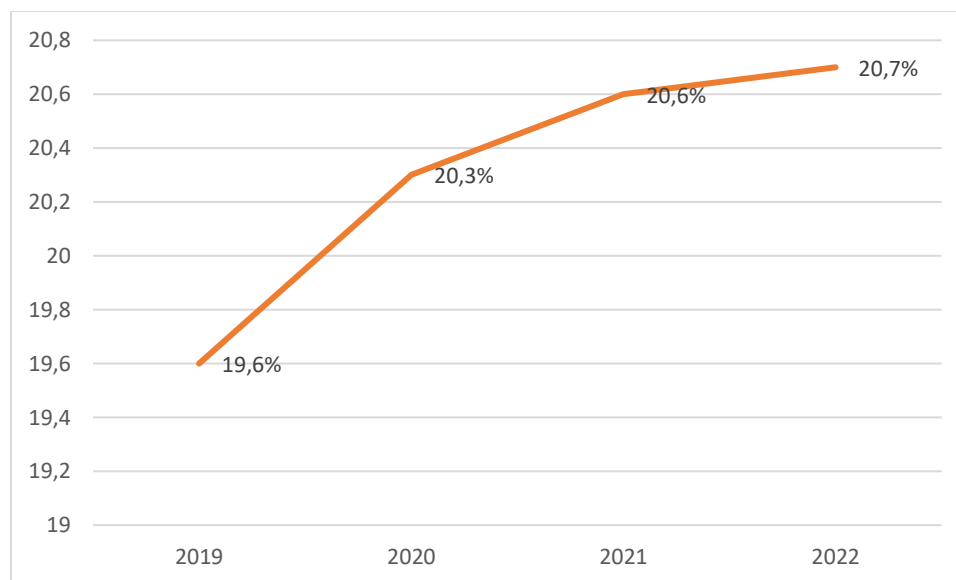
Source: Banque Mondiale

- **Chômage**

La hausse de l'inflation et la faible production de pétrole ont aggravé la pauvreté en Libye. Le taux de chômage a atteint 20,7 % en 2022. Cette situation souligne les difficultés auxquelles sont confrontés de nombreux Libyens pour trouver un emploi et générer des revenus stables. Des mesures ciblées, telles que la promotion de l'investissement et la

diversification économique, peuvent contribuer à atténuer les problèmes du chômage en Libye.

**Figure 1.2-3 - Taux de chômage - Libye**



Source : Banque Mondiale

## 1.3. Maroc

### 1.3.1. Regards sur la conjoncture économique

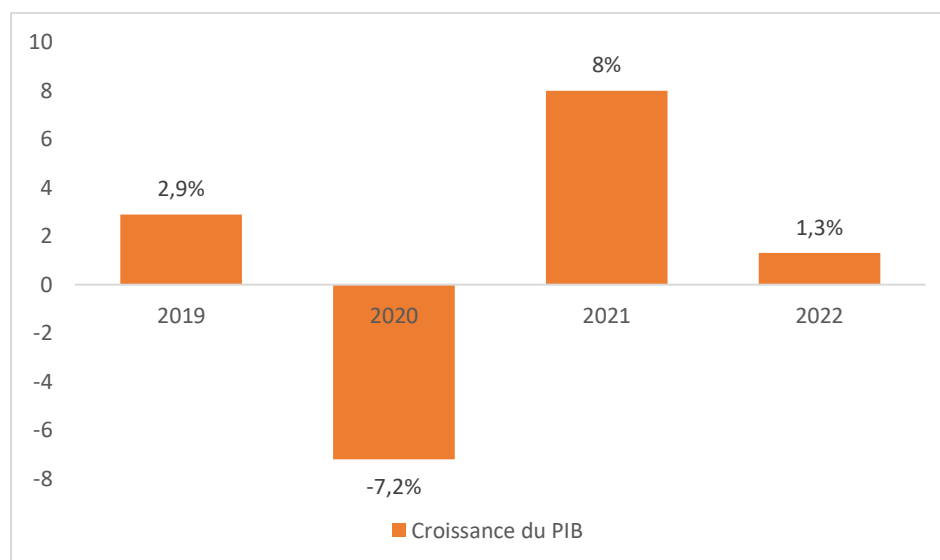
- **Croissance économique**

En 2022, l'économie du Maroc a connu une croissance modérée, avec un taux de croissance du PIB de 1,3 %. Cependant, cette croissance est en baisse par rapport à la reprise dynamique enregistrée en 2021, où le PIB avait augmenté de 8 %. Une des principales raisons de cette performance plus faible en 2022 est la chute de 15 % de la valeur ajoutée agricole par rapport à l'année précédente. Le Maroc a fait face à la pire sécheresse des 40 dernières années, ce qui a eu un impact négatif sur la production agricole. L'agriculture étant un secteur important de l'économie marocaine, cette baisse a affecté la croissance globale. Cependant, certains secteurs ont enregistré de bons résultats en 2022. Les secteurs manufacturiers, du tourisme et de transport ont été dynamiques, contribuant à la croissance économique du pays. Cela peut être le résultat d'efforts de diversification de l'économie et de mesures prises pour stimuler ces secteurs clés. Néanmoins, la sécheresse et l'inflation ont eu un impact sur la consommation des ménages. La hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres biens de consommation a réduit le pouvoir d'achat des ménages, ce qui a entraîné une baisse de la demande intérieure.

Un point positif a été l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) de 31,5 %, ce qui témoigne de la confiance des investisseurs étrangers dans le potentiel économique du Maroc. De plus, les investissements publics ont augmenté de 20,6 %, reflétant l'engagement du gouvernement à soutenir la croissance économique et à promouvoir le développement des infrastructures.

Il est important de noter que l'économie marocaine est sujette à des fluctuations et à des défis spécifiques, tels que la volatilité climatique et les fluctuations des prix des matières premières. La diversification économique, la gestion prudente des ressources naturelles et les politiques visant à stimuler la demande intérieure peuvent aider à atténuer les effets négatifs de ces défis et à promouvoir une croissance économique durable.

Figure 1.3-1 – PIB - Maroc



Source : Banque mondiale

- **Inflation**

En 2022, le Maroc a connu une forte augmentation de l'inflation, avec un taux passant de 1,4 % en 2021 à 6,7 %. Cette hausse significative de l'inflation a été principalement attribuée à deux facteurs : une inflation alimentaire élevée de 11 % et une augmentation des prix des produits de base.

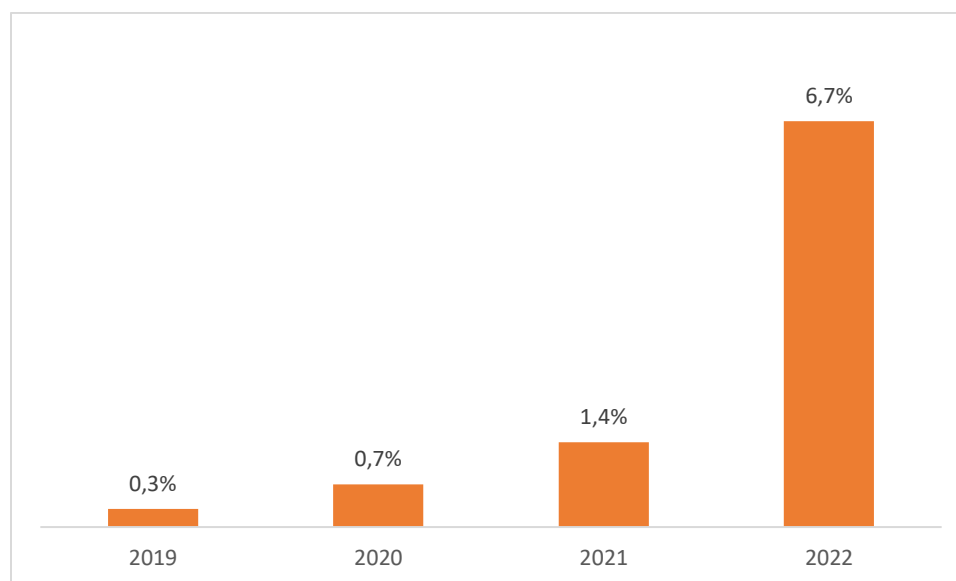
L'inflation alimentaire de 11 % a joué un rôle important dans la hausse générale de l'inflation. Les prix des denrées alimentaires, qui représentent une part importante des dépenses des ménages, ont connu une augmentation substantielle. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, tels que les variations des conditions climatiques affectant la production agricole, les fluctuations des prix des matières premières et les coûts de transport.

Parallèlement, la hausse des prix des produits de base a également contribué à l'augmentation de l'inflation. Les prix des produits de première nécessité, tels que l'énergie, les matériaux de construction et les produits manufacturés, ont connu une augmentation, ce qui a eu un impact sur le coût de la vie pour les consommateurs.

Il est essentiel de souligner que la lutte contre l'inflation et la stabilité des prix sont des éléments clés pour maintenir la confiance des consommateurs, encourager l'investissement et assurer une croissance économique durable au Maroc.



**Figure 1.3-2 - Taux d'inflation - Maroc**

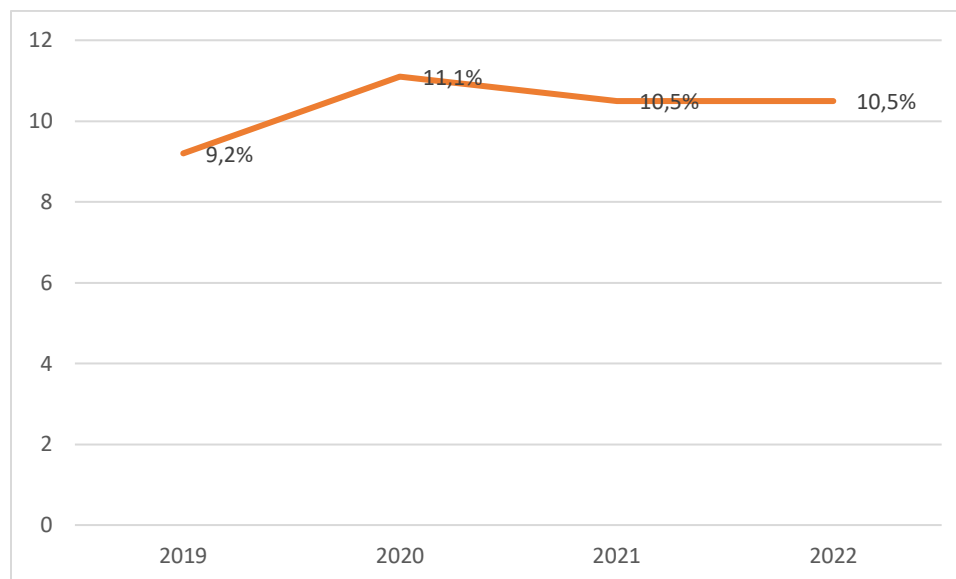


Source : Banque mondiale

- **Chômage**

On observe une stabilité de taux de chômage au Maroc entre 2021 et 2022, avec un taux de chômage de 10,5 % pour les deux années consécutives. Malgré les défis économiques persistants, cette stabilité peut être interprétée comme un signe positif, indiquant une certaine résilience du marché du travail marocain face aux perturbations telles que la pandémie de COVID-19 et d'autres facteurs économiques.

On observe également une baisse du taux de chômage en milieu urbain, passant de 16,9 % à 15,8 %, et une légère augmentation en milieu rural, passant de 5 % à 5,2 %. Cependant, malgré cette amélioration, le taux de chômage reste encore élevé.

**Figure 1.3-3 - Taux de chômage - Maroc**

Source : Banque mondiale

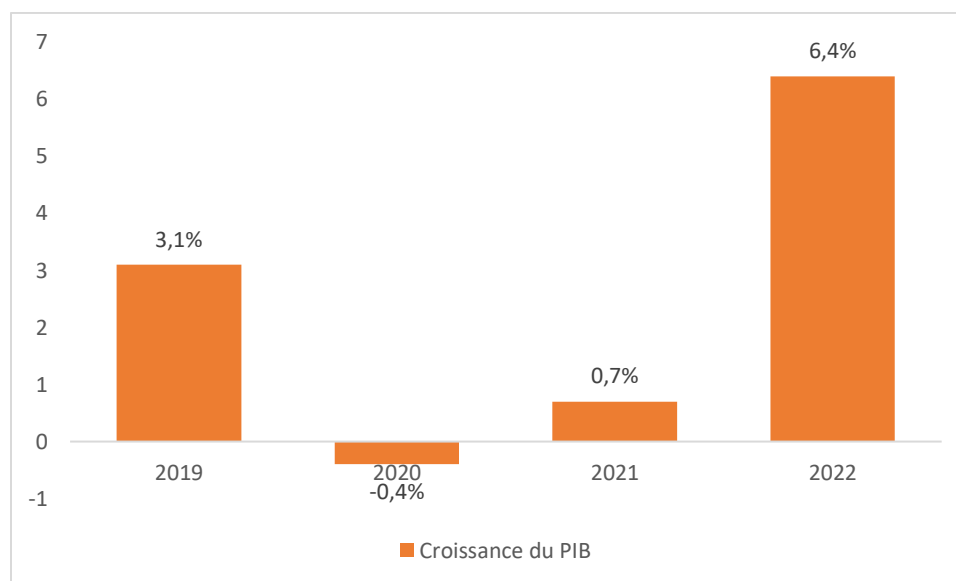
## 1.4. Mauritanie

### 1.4.1. Regards sur la conjoncture en Mauritanie

- **Croissance économique**

En 2022, malgré les conséquences de la guerre Ukraine, l'économie mauritanienne a connu un rebond significatif. La croissance économique s'est accélérée pour atteindre 6,4 %, contre 0,7 % en 2021. Ce rebond a été soutenu principalement par l'augmentation de la production dans les secteurs extractif et agricole, ainsi que par le dynamisme des échanges commerciaux. Du côté de la demande, la consommation des ménages et les investissements ont été les principaux moteurs de cette croissance. La consommation des ménages a probablement été stimulée par une amélioration de la confiance des consommateurs et une augmentation des revenus. Les investissements, quant à eux, ont été encouragés par un environnement économique plus favorable et des initiatives gouvernementales visant à promouvoir l'investissement privé.

Il convient de noter que la Mauritanie est un pays riche en ressources naturelles, notamment dans le secteur minier, ce qui lui a permis de bénéficier de la hausse de la production extractive. De plus, le secteur agricole a également contribué à la croissance économique, ce qui témoigne de l'importance de l'agriculture dans l'économie mauritanienne. Cependant, il est important de souligner que malgré ce rebond économique, la Mauritanie continue de faire face à des défis économiques et sociaux importants. La pauvreté et le chômage restent des problèmes préoccupants, et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour promouvoir une croissance économique plus inclusive et durable.

**Figure 1.4-1 - Taux de croissance annuel du PIB - Mauritanie**

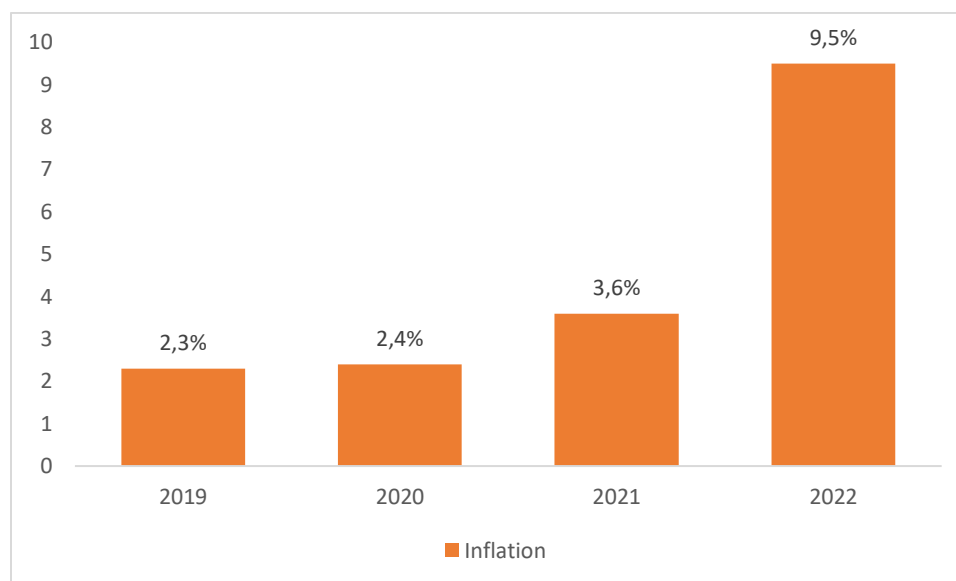
Source : Banque Mondiale

- **Inflation**

Le taux d'inflation en Mauritanie a augmenté pour atteindre 9,5 % en 2022, contre 3,6 % en 2021. Cette hausse est principalement due à l'augmentation mondiale des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers importés. La Mauritanie, en tant qu'économie importatrice, est particulièrement sensible aux variations des prix internationaux des produits de base tels que les denrées alimentaires et les produits pétroliers. L'augmentation des prix de ces produits sur les marchés mondiaux a donc eu un impact direct sur l'inflation dans le pays. De plus, l'augmentation des prix des produits pétroliers importés a pu entraîner une hausse des coûts de production et des coûts de transport, ce qui a également contribué à l'augmentation de l'inflation.

Des mesures visant à diversifier l'économie, à renforcer la production locale et à promouvoir l'investissement dans des secteurs clés peuvent contribuer à réduire la dépendance aux importations et atténuer les pressions inflationnistes à long terme.

**Figure 1.4-2 - Taux d'inflation - Mauritanie**

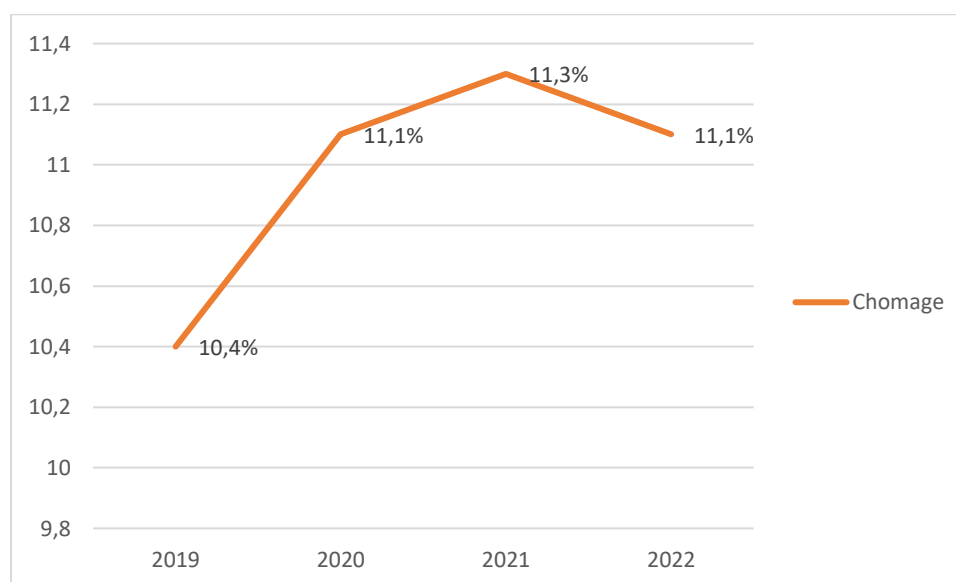


Source : Banque Mondiale

- **Chômage**

Le taux de chômage en Mauritanie était de 11,3 % en 2021, puis a légèrement diminué pour atteindre 11,1 % en 2022. Cette baisse relativement modeste du taux de chômage peut indiquer une certaine stabilité sur le marché du travail mauritanien au cours de cette année. Cependant, il est important de noter que le taux de chômage reste élevé.

La situation du marché du travail en Mauritanie est souvent complexe, avec des enjeux tels que l'économie informelle, les disparités sociales et régionales, ainsi que les défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes et les femmes. Les efforts pour promouvoir la création d'emplois durables, l'investissement dans l'éducation et la formation professionnelle, ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires peuvent contribuer à réduire le taux de chômage à long terme.

**Figure 1.4-3 - Taux de chômage - Mauritanie**

Source : Banque Mondiale

## 1.5. Tunisie

### 1.5.1. Regards sur la conjoncture économique

- **Croissance économique**

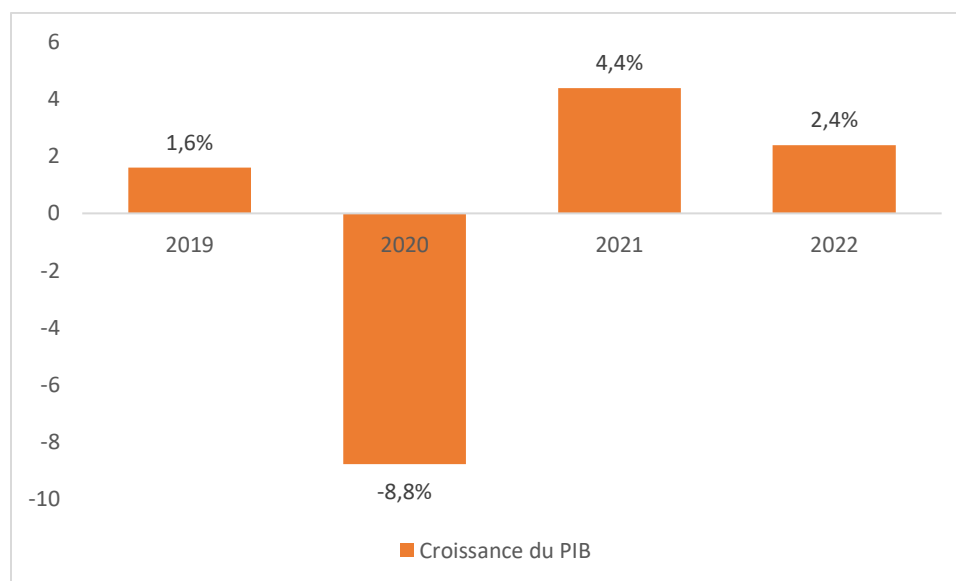
En 2022, la Tunisie a enregistré une croissance économique estimée à 2,4 %. Cette croissance a été soutenue par le secteur industriel et les services. En comparaison, en 2021, le pays avait connu un rebond de 4,4 %, principalement en raison d'un effet de rattrapage après une période de contraction économique. La contribution du secteur industriel et des services à la croissance économique indique leur importance dans l'économie tunisienne. Le secteur industriel comprend la fabrication, la construction et d'autres activités de production, tandis que le secteur des services comprend les secteurs comme le tourisme, le commerce, les transports et les services financiers. Il est intéressant de noter que le rebond de 2021 peut être attribué à l'effet de rattrapage, ce qui signifie que l'économie a récupéré une partie de la croissance perdue pendant une période de contraction, probablement due aux impacts de la pandémie de COVID-19.

Cependant, la croissance de 2,4 % en 2022 suggère une performance économique plus modérée par rapport à l'année précédente. Cela peut être influencé par divers facteurs tels que les défis économiques persistants, les incertitudes mondiales, les fluctuations des marchés internationaux, les contraintes budgétaires et les réformes structurelles en cours.

Pour favoriser une croissance économique durable, il est nécessaire de promouvoir un environnement favorable aux affaires, d'encourager l'investissement privé, de renforcer le secteur des exportations, d'améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que de promouvoir l'éducation et la formation professionnelle pour renforcer les compétences de la main-d'œuvre tunisienne. En outre, une attention particulière doit être accordée à la mise en œuvre de réformes structurelles visant à renforcer la compétitivité économique, à améliorer le climat des affaires et à favoriser la diversification économique pour réduire la dépendance sur certains secteurs spécifiques et promouvoir une croissance équilibrée et inclusive.



Figure 1.4-4 - PIB - Tunisie



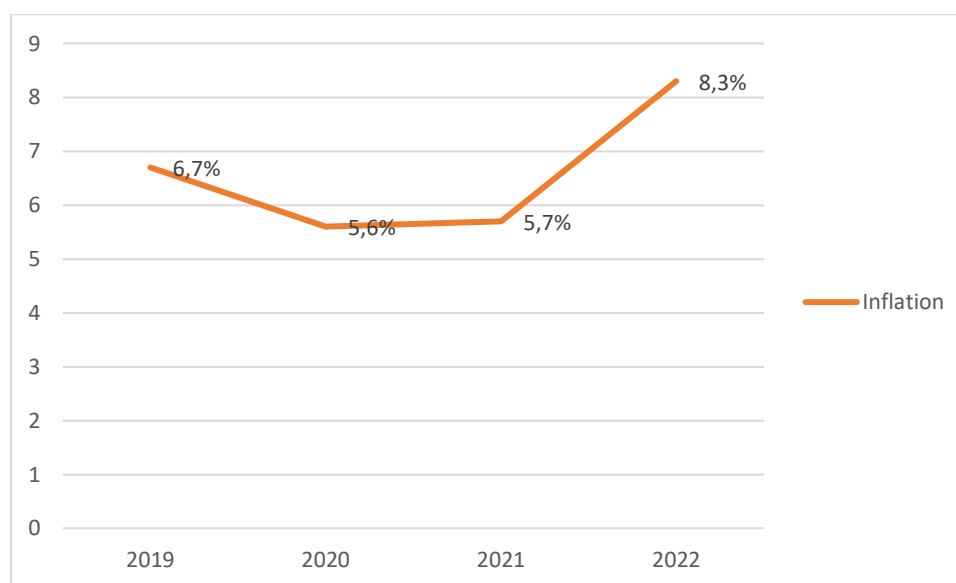
Source : Banque Mondiale

- **Inflation**

L'inflation en Tunisie a connu une augmentation, passant de 5,7 % en 2021 à 8,3 % en 2022. Cette augmentation de l'inflation est attribuée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a entraîné une hausse des cours du pétrole et des produits alimentaires.

La Tunisie, en tant qu'économie importatrice, est sensible aux fluctuations des prix internationaux des matières premières, notamment le pétrole et les produits alimentaires. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé des tensions géopolitiques et a eu un impact sur les prix mondiaux du pétrole. Cette augmentation des prix du pétrole a entraîné une hausse des coûts de production en Tunisie, ce qui a contribué à l'augmentation de l'inflation. De plus, la hausse des prix des produits alimentaires a également joué un rôle dans cette augmentation de l'inflation. Les produits alimentaires représentent une part importante des dépenses des ménages tunisiens, et toute augmentation des prix de ces produits a un impact direct sur l'indice des prix à la consommation.

**Figure 1.4-5 - Taux d'inflation - Tunisie**



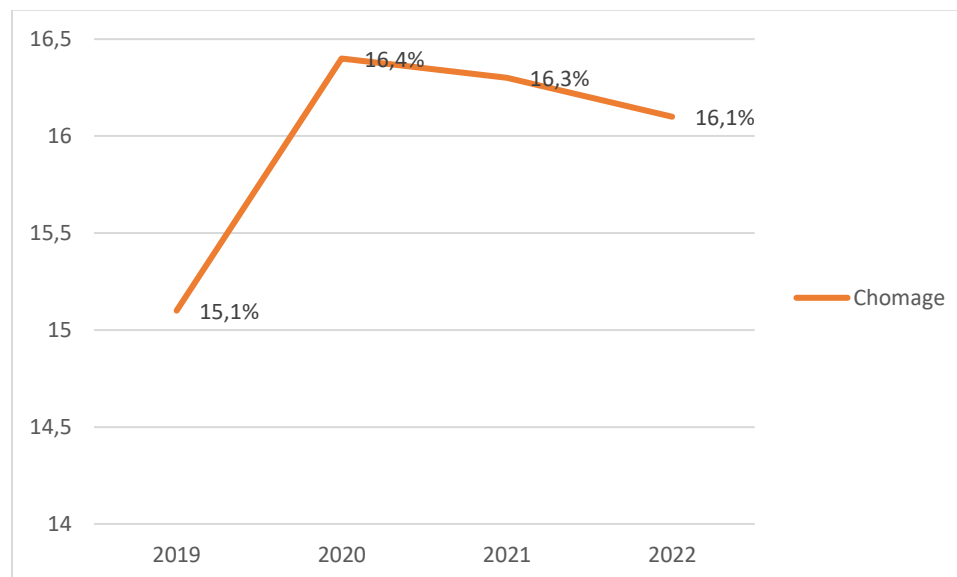
Source : Banque Mondiale

- **Chômage**

Le taux de chômage en Tunisie a atteint 16,1 % en 2022. Les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage élevé en Tunisie. En effet, les femmes avec un taux de chômage de 20,5 %, les jeunes âgés de 15 à 24 ans avec un taux de chômage de 37,2 %, les diplômés de l'enseignement supérieur et les régions de l'intérieur du pays. La situation du chômage en Tunisie reflète les défis structurels et économiques auxquels le pays est confronté. Ces défis comprennent le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi, les inadéquations entre les compétences des travailleurs et les besoins du marché du travail, ainsi que les disparités régionales dans les opportunités d'emploi.

La pauvreté est également un défi majeur en Tunisie, avec un taux de pauvreté de 15,3 % au niveau national. Ce taux est plus élevé en milieu rural, atteignant 26 %, ce qui peut être attribué à des disparités économiques et d'accès aux ressources dans les zones rurales. En revanche, les grands centres urbains affichent un taux de pauvreté plus faible, à 6,3 %, en raison d'un accès relativement meilleur aux opportunités d'emploi et aux services sociaux.

Figure 1.4-6 – Chômage - Tunisie



Source : Banque Mondiale

# Chapitre 2



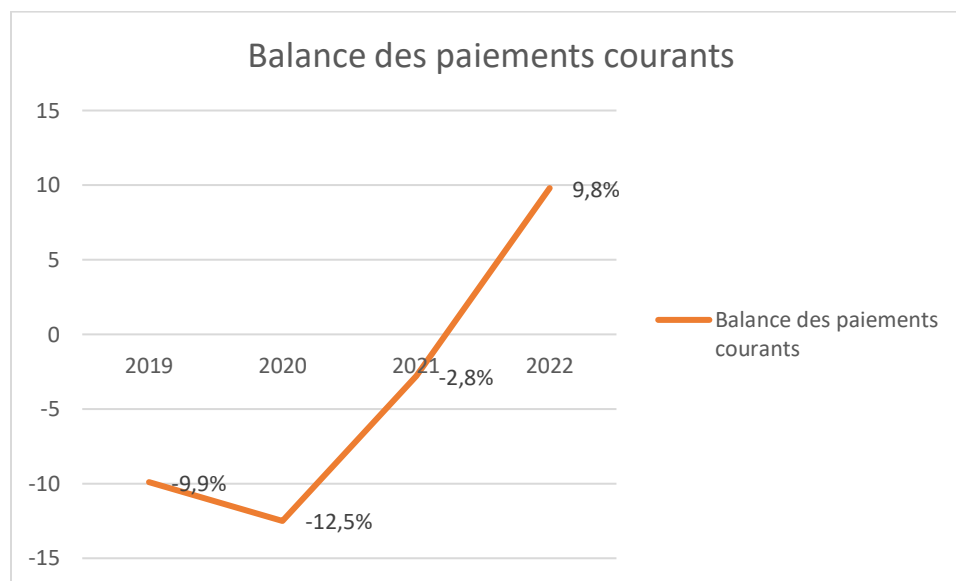
## Politiques monétaire et budgétaire

## 2.1. Algérie

### 2.1.1. Politique monétaire

- **Compte courant**

**Figure 2.1-1** - Balance des paiements courants (% du PIB) - Algérie



Source : Banque mondiale

L'Algérie a enregistré un excédent de la balance des paiements courants, en 2022, représentant 9,8 % du PIB. En revanche, en 2021, l'Algérie avait enregistré un déficit de la balance des paiements courants, atteignant -2,8 % du PIB. La forte augmentation de la balance des paiements courants en 2022 est expliquée par la remontée du cours des hydrocarbures, qui est une source majeure de revenus pour l'Algérie, qui a contribué à un excédent commercial plus important. L'Algérie est un important producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel, et les fluctuations des prix de ces produits ont un impact significatif sur les recettes d'exportation du pays. De plus, les mesures de compression des importations mises en place par les autorités algériennes pour réduire la dépendance aux importations et préserver les réserves de change peuvent avoir contribué à la hausse de la balance des paiements courants. Ces mesures incluent des restrictions sur les importations non essentielles, des incitations à la substitution des importations par la production locale et des politiques de soutien à l'exportation.

- **Taux directeur**

**Tableau 2.1-1** - Taux directeur - Algérie

	2020	2021	2022
<b>Taux du marché monétaire</b>	3%	3%	3%

Source : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

La banque centrale de l'Algérie a adopté une politique monétaire accommodante en maintenant son taux directeur inchangé à 3 % depuis mai 2020. En effet, la banque centrale a maintenu des taux d'intérêt relativement bas pour encourager l'activité économique et faciliter l'accès au crédit.

- **Masse Monétaire**

En 2022, la masse monétaire, mesurée par le M2, a augmenté de 14,47 %, passant de 20 053,52 milliards de dinars à la fin de 2021 à 22 955,35 milliards de dinars à la fin de 2022. Cette croissance est principalement attribuable à une augmentation de 13,10 % de l'agrégat M1 au cours de l'année, comparé à un taux de croissance de 14,19 % en 2021, passant ainsi de 13 590,31 milliards de dinars à fin 2021 à 15 370,42 milliards de dinars à fin 2022.

L'augmentation de la masse monétaire en Algérie reflète une augmentation de l'activité économique, une demande accrue et des mesures de soutien économique mises en place par les autorités pour stimuler la croissance. Cela peut inclure des politiques de relance budgétaire ou des mesures de soutien monétaire pour faciliter l'accès au crédit et encourager les investissements.

**Tableau 2.1-2** - Masse monétaire - Algérie

Année	2019	2020	2021	2022
Masse monétaire M2 (en milliards de dinars algérien)	16 506,6	17 682,7	20 053,5	22 955,35

Source : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

- **Exportation des hydrocarbures**

**Tableau 2.1-3** - Exportation - Algérie

Année	2021	2022
Exportation des hydrocarbures (en milliards de dollars U.S. Dollar)	34,058	59,549
Exportations de biens hors hydrocarbures (FOB) (en milliards de dollars US)	4,578	5,977

Source : Les auteurs à partir de la BA

Les exportations d'hydrocarbures ont augmenté, passant de 34,06 milliards de dollars en 2021 à 59,55 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 25,49 milliards de dollars. L'Algérie est un important producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel, et les fluctuations des prix du pétrole ont un impact significatif sur ses recettes d'exportation et sur son économie en général. La hausse des prix du pétrole a donc joué un rôle majeur dans l'augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures de l'Algérie au premier semestre. Cette augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures peut avoir plusieurs implications économiques pour l'Algérie. Tout d'abord, cela peut entraîner une augmentation des recettes en devises étrangères, ce qui peut contribuer à renforcer les réserves de change du pays. De plus, une augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures peut avoir un impact positif sur le budget de l'État algérien. Les revenus supplémentaires provenant des exportations d'hydrocarbures peuvent être utilisés pour financer des projets d'infrastructure, des programmes sociaux ou d'autres initiatives de développement économique.

En ce qui concerne les exportations de biens hors hydrocarbures (FOB), bien que modestes et peu diversifiées, reflétant la structure limitée du système productif, elles ont atteint un niveau record de 5,98 milliards de dollars américains à la fin de 2022, enregistrant une augmentation de 30,57 % par rapport à 2021. Cette hausse significative des exportations de biens hors hydrocarbures peut être considérée comme positive pour l'économie algérienne, car elle reflète une diversification des exportations et une réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Cette diversification est importante pour stimuler la

croissance économique, créer des emplois et réduire la vulnérabilité aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz.

- **Importations**

**Tableau 2.1-4 - Importations - Algérie**

	2021	2022
Importations en milliards de USD	37,405	38,757

Source : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

Après avoir connu des baisses successives au cours de la période 2016-2020, les importations de biens ont enregistré une augmentation de l'ordre de 3,61 % cette année, passant de 37,405 milliards de dollars en 2021 à 38,757 milliards de dollars en 2022. Cette augmentation des importations de biens est principalement observée dans les catégories de produits tels que les "produits semi-finis", les "matières premières" et les "biens alimentaires". En revanche, les groupes de produits tels que les "biens de consommation non alimentaires", les "équipements agricoles" et les "équipements industriels" ont enregistré une baisse en 2022 par rapport à 2021.

Les importations de produits semi-finis, représentant 24,72 % du total des importations de biens, ont augmenté de 2,27 milliards de dollars, passant de 7,31 milliards de dollars en 2021 à 9,58 milliards de dollars en 2022. Cette augmentation est principalement due aux importations accrues de polyacétals, d'autres polyéthers et de résines époxydes (+233 millions de dollars), de polymères d'éthylène (+212 millions de dollars) ainsi que de produits laminés plats en fer ou en acier (+196 millions de dollars).

Les importations de biens alimentaires, représentant 26,7 % du total des importations de biens, ont enregistré la deuxième plus forte augmentation (+1,492 milliard de dollars), passant de 8,877 milliards de dollars en décembre 2021 à 10,369 milliards de dollars en décembre 2022. Cette augmentation a été principalement due aux importations accrues de céréales (+1,228 milliard de dollars).



Quant aux importations de matières premières (représentant 10,4 % du total des importations de biens), elles ont enregistré la troisième plus forte augmentation (+636 millions de dollars), passant de 3,401 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 4,037 milliards de dollars à fin décembre 2022. Cette augmentation a été principalement due aux importations accrues de graines et de fruits oléagineux (+367 millions de dollars) ainsi que de graisses et d'huiles animales ou végétales (+233 millions de dollars).

En revanche, les importations d'équipements industriels et de biens de consommation non alimentaires ont diminué respectivement de 837 millions de dollars et de 1,22 milliard de dollars entre décembre 2021 et décembre 2022, représentant des parts de 21,47 % et 13,63 % du total des importations de biens.

### 2.1.2. Politique budgétaire

#### a. Equilibre du budget de l'Etat

- Recettes budgétaires

**Tableau 2.1-5** - Recette budgétaire - Algérie

Année	S1 2021	S1 2022
Recette budgétaire (en milliards de dinars)	3 720,8	4 017,4

Sources : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

Au premier semestre 2022, les recettes budgétaires de l'Algérie ont enregistré une augmentation de 296,6 milliards de dinars par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant un total de 4 017,4 milliards de dinars, contre 3 720,8 milliards de dinars. Cela représente une hausse de 8 %. Cette augmentation des recettes budgétaires est principalement due à la hausse des recettes des hydrocarbures, qui ont connu une reprise significative de 81% au mois de juin 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. En valeur, ces recettes s'élèvent à 2 327,2 milliards de dinars, contre 1 286,0 milliards de dinars à fin juin 2021. Les recettes des hydrocarbures représentent ainsi 55,9% des recettes budgétaires totales au premier semestre 2022, contre 35% au premier semestre 2021.

En revanche, les recettes hors hydrocarbures au premier semestre 2022 ont enregistré un total de 1 690,2 milliards de dinars, en baisse de 30,6% par rapport à fin juin 2021. Leur

## Chapitre 2

### Politiques monétaire et budgétaire

part dans les recettes budgétaires totales est passée de 65,4% à fin juin 2021 à 42,1% à fin juin 2022. Ces recettes ne couvrent désormais que 53,1% des dépenses courantes, alors qu'elles les couvraient à hauteur de 75,9% à fin juin 2021.

Les recettes fiscales, représentant 90,1% des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 9,6% au premier semestre 2022, atteignant 1 523,3 milliards de dinars, contre 1 389,9 milliards de dinars au premier semestre 2021. Cette croissance des recettes fiscales est principalement due à la hausse des impôts sur les biens et services (59,8 milliards de dinars) et des impôts sur les revenus et les bénéfices (46,2 milliards de dinars).

En ce qui concerne les recettes non fiscales, elles ont atteint 166,9 milliards de dinars à fin juin 2022, en baisse de 878,0 milliards de dinars par rapport à fin juin 2021 (-84,0%). Leur part dans les recettes hors hydrocarbures est ainsi tombée à 9,9% à fin juin 2022, contre 42,9% un an auparavant.

Dans l'ensemble, au premier semestre 2022, le solde budgétaire de l'Algérie s'est nettement amélioré, enregistrant un excédent de 4,8 milliards de dinars, pour la première fois depuis fin 2014 et contre un déficit de 491,3 milliards de dinars un an auparavant. Cette situation favorable du solde budgétaire est le résultat de l'augmentation des recettes budgétaires totales, en particulier les recettes des hydrocarbures, et de la baisse des dépenses budgétaires totales.

#### b. Encours de la dette publique

- Dette extérieure

**Tableau 2.1-6 - Endettement extérieur - Algérie**

Année	S1 2021	S1 2022
Endettement extérieur (en milliards de dollars)	1,473	1,329

Source : Banque d'Algérie

L'encours de la dette extérieure à moyen et long terme, d'une durée supérieure à douze mois, s'élevait à 1,329 milliard de dollars à fin juin 2022, en baisse de 144 millions de dollars par rapport à fin 2021. En ce qui concerne l'encours de la dette extérieure à court

terme, d'une durée inférieure ou égale à 360 jours, il est resté stable à fin juin 2022 par rapport à fin décembre 2021, s'établissant à 1,598 milliard de dollars.

Dans l'ensemble, l'encours total de la dette extérieure s'est établi à 2,927 milliards de dollars au premier semestre 2022, en baisse de 143 millions de dollars par rapport à fin décembre 2021.

## 2.2. Libye

### 2.2.1. Politique monétaire

- **Compte courant**

**Tableau 2.2-1** - Compte courant - Libye

Année	2020	2021	2022
Compte courant en % du PIB	-28,2%	14,2%	21%

Source : Les auteurs à partir de la BAD et BM

La production libyenne de pétrole et de gaz, qui représente près de 60% de la production économique globale et plus de 90% des recettes fiscales et d'exportation, a chuté rapidement à partir du début de 2020. Grâce de la reprise des exportations de pétrole, le compte courant a enregistré un excédent de 14,2 % en 2021 après un déficit de 28,2 % en 2020. En 2022, le compte courant de la Libye a augmenté de manière significative pour atteindre 21 % du PIB. Ce résultat reflète une augmentation des revenus des exportations de pétrole.

- **Masse monétaire**

**Tableau 2.2-2** - Masse monétaire - Libye

Année	2020	2021	Oct 2022
Masse monétaire (M1) en millions de LYD	122950,3	97335,4	107239,2
Masse monétaire (M2) en millions de LYD	125543	100618,3	114110,1

Source : Les auteurs à partir de la CBL et Trading Economics

La masse monétaire M1 en Libye est passée à 107239,2 millions LYD en octobre 2022 contre 97335,4 millions LYD en 2021. La masse monétaire M2 a augmenté également pour atteindre 114110,1 millions LYD en octobre 2022 contre 100618,3 millions LYD en 2021.

L'augmentation de la masse monétaire M1 et M2 peut indiquer une politique monétaire expansionniste menée par la Banque centrale de Libye. Cela peut être une tentative de stimuler la demande intérieure, d'encourager l'investissement et de soutenir la croissance économique. Après une période d'instabilité et de troubles politiques, l'augmentation de la masse monétaire peut indiquer une certaine stabilisation de l'économie libyenne. Cela peut être le résultat de mesures prises pour renforcer la confiance des investisseurs, stimuler l'activité économique et maintenir la stabilité financière.

- **Balance commerciale**

**Tableau 2.2-3** - Balance commerciale - Libye

Année	Mars 2020	Juin 2022
Exportations en millions de LYD	38787,9	14294,5
Importations en millions de LYD	24034,1	-11125,8
Balance commerciale en millions de LYD	14753,8	3168,6

Source : Les auteurs à partir de la CBL

En juin 2022, les exportations de la Libye se sont élevées à 14 294,5 millions de LYD, tandis que les importations ont atteint -11 125,8 millions de LYD. La balance commerciale de la Libye pour cette période a enregistré un excédent de 3 168,6 millions de LYD.

En 2022, les exportations de la Libye ont diminué par rapport à 2020, passant de 38 787,9 millions de LYD à 14 294,5 millions de LYD. Cette baisse peut être attribuée à plusieurs facteurs tels que les perturbations économiques, les fluctuations des prix du pétrole, qui est la principale exportation de la Libye, ainsi que d'autres défis économiques auxquels le pays est confronté. Une diminution des exportations peut avoir un impact négatif sur les revenus extérieurs et la capacité du pays à financer ses importations et à maintenir la balance commerciale.

Les importations de la Libye ont également diminué en 2022, passant de 24 034,1 millions de LYD en 2020 à -11 125,8 millions de LYD en 2022. Cette baisse peut être le résultat de

## Chapitre 2

### Politiques monétaire et budgétaire

divers facteurs tels que la contraction de la demande intérieure, les restrictions budgétaires ou les contraintes sur les réserves de change. Une réduction des importations peut être liée aux efforts visant à réduire les dépenses, à maintenir l'équilibre des paiements et à préserver les réserves de change.

La balance commerciale de la Libye a enregistré un excédent de 3 168,6 millions de LYD en 2022, en baisse par rapport à 14 753,8 millions de LYD en 2020. Cela signifie que les revenus générés par les exportations ont dépassé les dépenses d'importation, mais à un niveau inférieur à l'année précédente.

#### 2.2.2. Politique budgétaire

- **Dépenses**

**Tableau 2.2-4 - Dépenses - Libye**

Année	2020	Juin 2022
Dépenses en milliards de LYD	36,2	36,58

Source : Les auteurs à partir de la CBL

En juin 2022, les dépenses de la Libye ont atteint 36,58 milliards de LYD, en légère augmentation par rapport à 36,2 milliards de LYD en 2020.

Les dépenses de la Libye sont restées relativement stables entre 2020 et 2022. Cette stabilité peut être attribuée à divers facteurs, tels que la mise en œuvre de politiques budgétaires prudentes et la gestion des ressources financières dans un contexte économique incertain. La stabilité des dépenses peut également refléter les pressions budgétaires auxquelles la Libye est confrontée. Le pays peut faire face à des défis pour financer les dépenses publiques, notamment en raison de la volatilité des revenus pétroliers et des exigences de développement économique. La stabilité des dépenses peut témoigner des efforts pour maintenir l'équilibre budgétaire et éviter une détérioration de la situation fiscale. La stabilité des dépenses peut indiquer une certaine prévisibilité et stabilité pour les acteurs économiques, ce qui peut favoriser l'investissement et le développement économique à long terme.

- **Ressources du Budget**

**Tableau 2.2-5** - Recette pétrolière - Libye

Année	Avril 2022
Recettes pétrolières (en Billion de LYD)	37,4

Source : Les auteurs à partir de la BCL

Fin avril 2022, les revenus de la Libye provenant du pétrole et du gaz ont atteint 37,4 milliards de LYD. Les recettes des hydrocarbures continuent de représenter la part la plus importante des recettes publiques, avec environ 98%.

Les revenus provenant du pétrole et du gaz continuent de jouer un rôle crucial dans l'économie libyenne. En tant que pays riche en ressources naturelles, en particulier en pétrole, la Libye dépend fortement des revenus tirés de l'exploitation de ces ressources. Les revenus pétroliers représentent la majeure partie des recettes publiques, ce qui souligne la vulnérabilité de l'économie libyenne aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

La forte dépendance aux revenus pétroliers a des implications pour la gestion des finances publiques en Libye. Les recettes issues du pétrole et du gaz contribuent largement au financement du budget de l'État, ce qui peut influencer les niveaux de dépenses publiques et les priorités de développement. Les fluctuations des prix du pétrole peuvent donc avoir un impact direct sur la capacité du gouvernement à financer ses programmes et à répondre aux besoins de la population.

La prédominance des revenus pétroliers souligne également la nécessité pour la Libye de diversifier son économie. Une dépendance excessive à l'égard des hydrocarbures expose le pays à des risques économiques, notamment en cas de chocs externes ou de volatilité des prix du pétrole. La diversification économique vers d'autres secteurs, tels que l'agriculture, les infrastructures et les services, peut contribuer à réduire la dépendance excessive aux revenus pétroliers et à promouvoir une croissance économique plus stable et durable.

## Chapitre 2

### Politiques monétaire et budgétaire

---

- **Solde budgétaire**

**Tableau 2.2-6** - Solde budgétaire - Libye

Année	2021	2022
Solde budgétaire (% du PIB)	11,3%	13,8%

Source : Les auteurs à partir de la BAD

Le solde budgétaire de la Libye a connu un excédent de 13,8% du PIB en 2022 contre 11,3% en 2021, principalement en raison de l'augmentation des recettes pétrolières.



## 2.3. Maroc

### 2.3.1. Politique monétaire

- **Taux directeur**

**Tableau 2.3-1** - Taux directeur - Maroc

Année	2019	2020	2021	2022
Taux directeur en %	2,25	1,5	1,5	2,5

Source : Les auteurs à partir de la BAM

La BAM a décidé d'augmenter le taux directeur à 2,5%. Malgré les efforts de BAM pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau inférieur à celui des années précédentes, les récentes hausses des prix des matières premières, y compris le carburant et les produits agricoles, en raison de la situation en Ukraine, devraient limiter la marge de manœuvre de BAM pour formuler une politique monétaire sans pression extérieure.

L'augmentation du taux directeur indique une orientation plus restrictive de la politique monétaire du Maroc. Plusieurs facteurs, tels que la maîtrise de l'inflation, la croissance économique, la balance des paiements et les pressions sur la monnaie, peuvent expliquer cette augmentation.

- **Masse Monétaire M3**

Le rythme de croissance annuelle de l'agrégat monétaire M3 a continué sa progression en 2022 et 2023. Il a passé de 6,6% au premier trimestre 2022 à 8,5% en 2023. Cette évolution traduit l'amélioration des dépôts des ménages, enregistrant une hausse de 9,4% après une augmentation de 8,5%, peut également indiquer une stabilité financière accrue. Des dépôts solides des ménages peuvent renforcer la base de financement des banques, favoriser la disponibilité des prêts et soutenir la stabilité du système financier. Cela peut également contribuer à la résilience économique et à la capacité d'absorption des chocs.

**Tableau 2.3-2** - Masse monétaire M3 - Maroc

Année	2019	2020	2021	T1 2022	T1 2023
M3 (Variation en %)	3,8	8,5	5,2	6,6	8,5

Source : Les auteurs à partir de Banque Al Maghreb

### 2.3.2. Politique budgétaire

- **Balance courante**

Les exportations du Maroc ont enregistré une amélioration de 3,6% au premier trimestre de 2023, principalement grâce aux expéditions du secteur automobile (+40,4%) et du textile et cuir (+11,6%). Les ventes du secteur de l'électronique et de l'électricité ont également augmenté de manière significative (+34%). En revanche, les ventes de phosphates et dérivés ont diminué (-30,5%), principalement en raison de la contraction des ventes d'engrais naturels et chimiques. De même, les ventes du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont fléchi (-1,8%), tandis que les exportations de l'aéronautique ont également diminué (-8,5%).

Les importations au Maroc ont également connu des évolutions différentes de 3,2% pour les principaux produits. Les acquisitions de biens d'équipements ont augmenté (+19,1%), avec des hausses significatives pour les parties d'avions et autres véhicules aériens, les appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques, et les moteurs à piston. Les importations de biens de consommation ont également augmenté (+10,7%), notamment pour les voitures de tourisme et leurs parties et pièces. En revanche, les importations de demi-produits et de produits bruts ont diminué, principalement en raison des baisses des approvisionnements en ammoniac et en soufre brut. La facture énergétique a également diminué, intégrant des baisses des achats de gas-oils, fuel-oils et essence de pétrole.

**Tableau 2.3-3** - Balance commerciale - Maroc

Année	2020	2021	T1 2022	T1 2023
Exportations	263 089	326 902	140 600	145 700
Importations CAF	422 861	526 647	229 600	237 000

Source : Les auteurs à partir de la BAM

- **Déficit budgétaire**

**Tableau 2.3-4** - Déficit budgétaire - Maroc

Année	Déficit budgétaire (en % du PIB)
2018	3,70%
2019	4,10%
2020	7,1%
2021	5,9%
2022	5,2%

Source : Les auteurs à partir de la BAM

Le déficit budgétaire, hors produit de cession des participations de l'Etat, a continué de diminuer, passant de 7,1 % du PIB en 2020 à 5,9 % en 2021, puis à 5,2 % en 2022. Selon la BAM, le déficit budgétaire devrait se réduire à 5% en 2023, avec une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions précédentes. Ce résultat est attribué à l'intégration de crédits supplémentaires ouverts dans le budget général pour un montant de 10 milliards de dirhams, ainsi qu'à une augmentation de la prévision des rentrées fiscales, qui tient compte des nouvelles projections macroéconomiques de la Banque centrale du Maroc (BAM) et des réalisations budgétaires jusqu'à fin avril 2023.

**Tableau 2.3-5** - Dette publique- Maroc

Année	2020	2021	Nov 2022
Encours de la dette directe (en milliards de dirhams)	832,6	885,3	926,6

Source : Les auteurs à partir des données de la BAM

## Chapitre 2

### Politiques monétaire et budgétaire

---

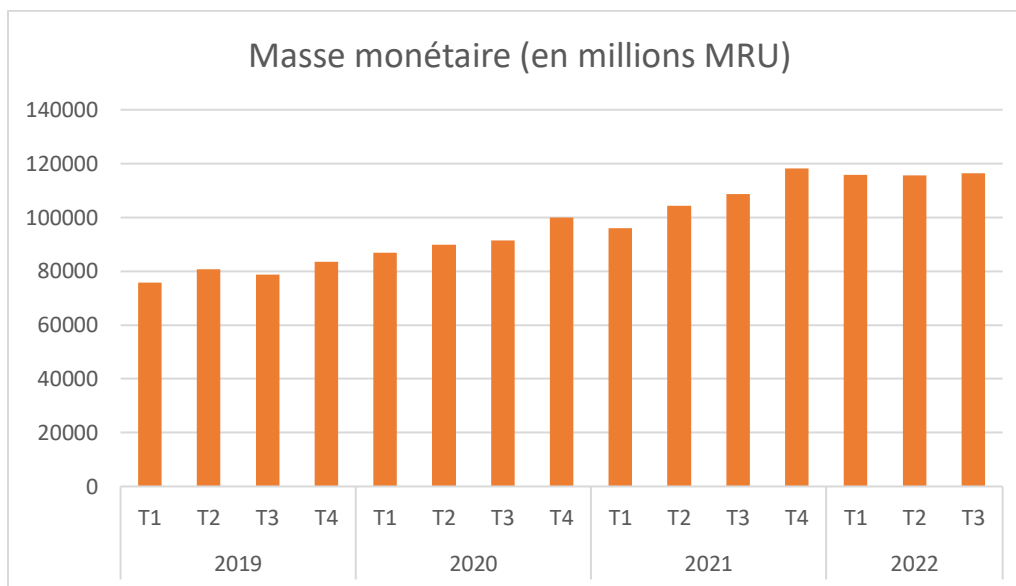
L'encours de la dette publique directe a augmenté de 4,7% par rapport à son niveau à la fin de décembre 2021. En ce qui concerne le coût du financement intérieur du Trésor au cours des onze premiers mois de 2022, les conditions sur le marché des adjudications se sont resserrées par rapport à la même période en 2021.

La dette publique directe aurait enregistré une augmentation de 6,8% à la fin de mai 2023 par rapport à son niveau à la fin de décembre 2022, avec des hausses de 5,2% pour sa composante intérieure et de 11,8% pour sa composante extérieure.

## 2.4. Mauritanie

### 2.4.1. Politique monétaire

**Figure 2.4-1** - Masse monétaire - Mauritanie

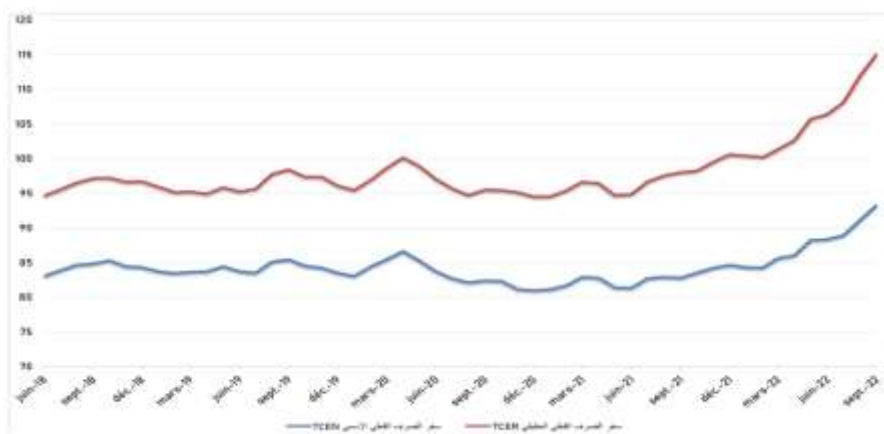


Source : Les auteurs à partir de BCM

En 2022, la masse monétaire en Mauritanie a montré une stabilité relative avec de légères variations trimestrielles. Au premier trimestre, la masse monétaire était de 115 737, puis elle a légèrement diminué pour atteindre 115 526 au deuxième trimestre, et a connu une légère augmentation pour atteindre 116 420 au troisième trimestre. Cette stabilité peut être le résultat des politiques monétaires visant à maintenir la stabilité financière et à contrôler l'inflation.

- **Taux de change**

**Figure 2.4-2-** Taux de change - Mauritanie

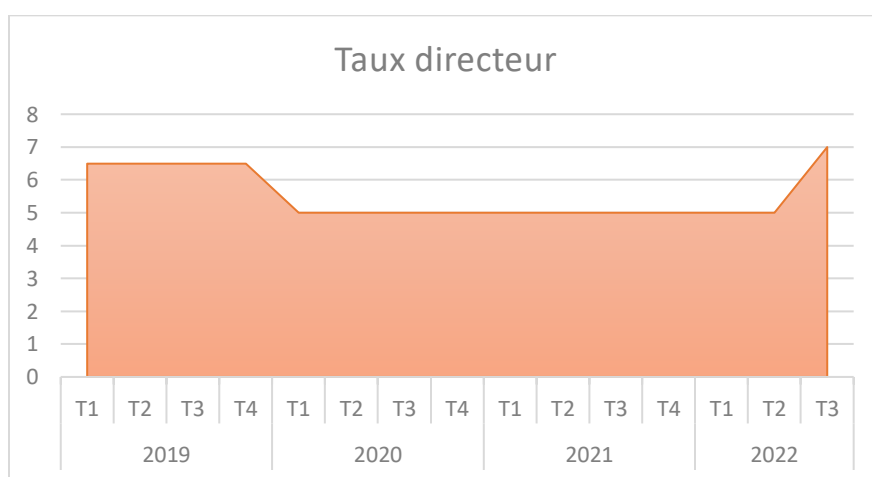


Source : Les auteurs à partir de la BCM

Les autorités ont continué de maintenir une bande rampante étroite avec le dollar américain. En septembre 2022, le taux de change d'Ouguiya contre le dollar américain a augmenté par rapport à 2021 à 115 (contre 98 en septembre 2021). Les termes de l'échange ont continué de s'améliorer fortement en 2022, en raison d'une hausse soutenue des prix du minerai de fer et de l'or accompagnée d'une baisse des prix du pétrole.

- **Taux directeur**

**Figure 2.4-3 -** Taux directeur - Mauritanie



Source : Les auteurs à partir de BCM

En 2022, la BCM a décidé d'augmenter le taux directeur au troisième trimestre pour atteindre 7%, après avoir été maintenu à 5% depuis 2020. Cette augmentation peut être interprétée comme un resserrement de la politique monétaire, visant potentiellement à contrôler l'inflation ou à atténuer les pressions inflationnistes.

### 2.4.2. Politique budgétaire

- **Compte courant**

**Tableau 2.4-1** - Déficit du compte courant - Mauritanie

Années	2020	2021	2022
Déficit du compte courant en % du PIB	7,2%	8,1%	13,9

Source : Les auteurs à partir de la Banque mondiale

Le déficit du compte courant aurait augmenté pour atteindre 13,9% du PIB en 2022, en hausse par rapport à 8,1% du PIB en 2021. Cette augmentation serait due aux prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires importés, ainsi qu'à la baisse des prix à l'exportation. Pour combler ce déficit, il est prévu de faire appel aux investissements directs étrangers dans les industries extractives et à des emprunts concessionnels.

- **Solde budgétaire**

**Tableau 2.4-2** - Solde budgétaire - Mauritanie

Année	Solde budgétaire en % du PIB
2019	2,1 %
2020	1,3%
2021	2,2 %
2022	-3 %

Source : Les auteurs à partir de la BCM et de la Banque Mondiale

En 2022, le solde budgétaire de la Mauritanie a enregistré un déficit de 3 % du PIB, ce qui représente un changement significatif par rapport à l'excédent de 2,2% du PIB en 2021.

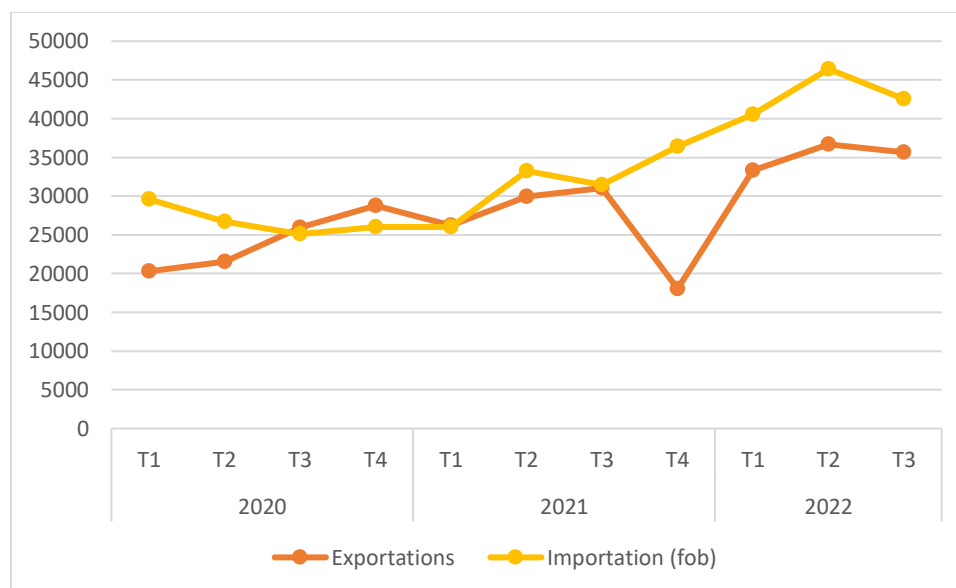
Cela signifie que les dépenses gouvernementales ont dépassé les revenus générés par les recettes fiscales et autres sources de financement.

Cependant, il est important de noter que le ratio de dette sur PIB est resté relativement stable en 2022, se situant autour de 49%. Cela signifie que la dette publique totale de la Mauritanie représente environ 49% de la valeur totale de son PIB. Un ratio de dette sur PIB stable peut indiquer une gestion prudente de la dette et une capacité du pays à maintenir le niveau de sa dette à un niveau soutenable.

La variation du solde budgétaire et la stabilité du ratio de dette sur PIB en 2022 peuvent être attribuées à différents facteurs économiques spécifiques à la Mauritanie. Cela peut inclure des fluctuations des revenus provenant des ressources naturelles, des dépenses gouvernementales liées aux programmes sociaux ou aux investissements publics, ainsi que des politiques budgétaires mises en œuvre pour stimuler la croissance économique ou faire face à des défis économiques.

- **Balance commerciale**

**Figure 2.4-4- Balance commerciale**

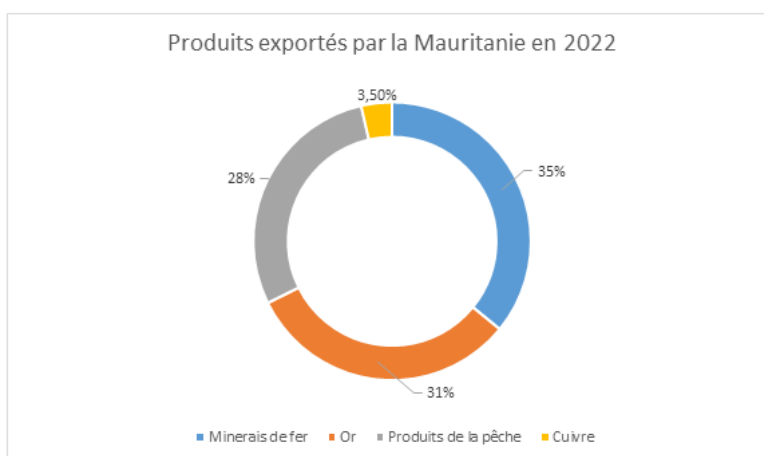


Source : Les auteurs à partir de la BCM



En 2022, les exportations ont commencé à 33 299,71 au premier trimestre, puis ont augmenté à 36 686,16 au deuxième trimestre et à 35 676,58 au troisième trimestre. De même, les importations ont continué à augmenter, passant à 40 553,47 au premier trimestre, à 46 414,85 au deuxième trimestre et à 42 531,92 au troisième trimestre.

Globalement, les exportations ont augmenté en 2022 par rapport à 2021, indiquant une tendance positive. Cela peut refléter une amélioration de la compétitivité des produits mauritaniens sur le marché mondial, une demande accrue pour certaines exportations clés tels que les produits de la pêche, l'or et le fer.



Source : Les auteurs à partir de la BCM

Les importations ont également augmenté en 2022 par rapport à 2021, ce qui peut indiquer une augmentation de la demande intérieure, une croissance économique ou une augmentation des besoins d'approvisionnement du pays.

- **Dépenses**

**Tableau 2.4-3 - Dépenses – Mauritanie**

Année	Trimestre	Dépenses et prêts nets totaux en milliards MRU
2020	T1	7,4
	T2	13,9
	T3	13,1
	T4	21,8
2021	T1	6,8
	T2	15,8
	T3	15,2
	T4	31
2022	T1	8
	T2	26,6
	T3	24,1

Source : Les auteurs à partir de la BCM

En 2022, les dépenses et prêts nets ont continué à varier. Au premier trimestre, ils se sont établis à 8 milliards MRU. Au deuxième trimestre, ils ont considérablement augmenté pour atteindre 26,6 milliards MRU, puis ont diminué au troisième trimestre pour atteindre 24,1 milliards MRU.

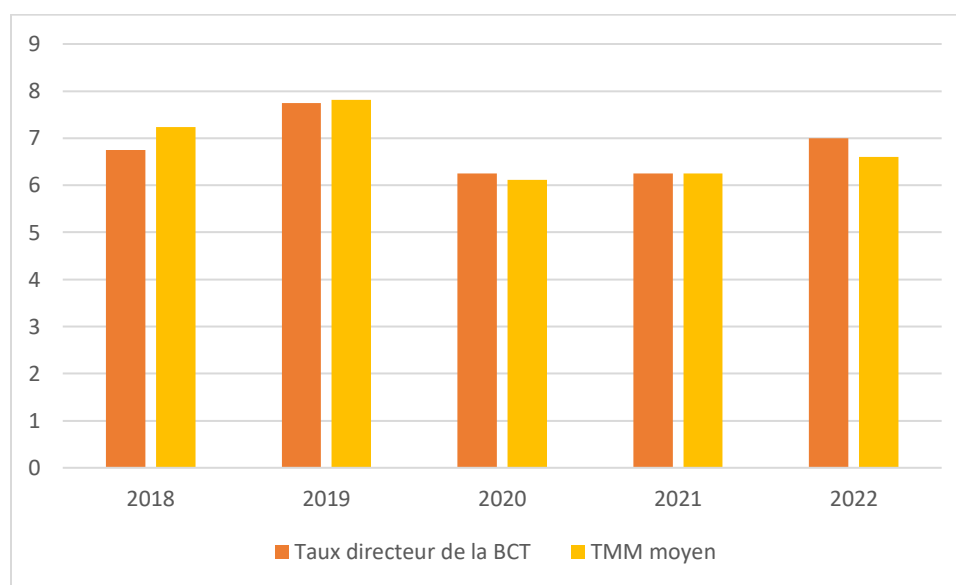
Les dépenses et prêts nets ont augmenté en 2022 par rapport à 2021. Cette augmentation peut refléter une expansion des investissements publics, des dépenses gouvernementales et des prêts contractés par le gouvernement mauritanien pour financer des projets.

## 2.5. Tunisie

### 2.5.1. Politique monétaire

- **Taux directeur et TMM**

**Figure 2.5-1-** Taux directeur et TMM - Tunisie



Source : Les auteurs à partir de la BCT

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a augmenté son taux directeur de 75 points en mai 2022 pour atteindre 7% (6,25% en 2021). Cette augmentation. Selon le conseil d'administration de la BCT, l'objectif est d'« éviter une accélération de l'inflation et une accentuation du déséquilibre extérieur ». L'augmentation du taux directeur a entraîné une augmentation du TMM en 2022 pour atteindre 7,26%.

- **Masse Monétaire au sens de M3**

La masse monétaire au sens de M3 a continué à augmenter depuis août 2021 pour atteindre 105521 MDT en décembre 2022 (contre 97375 MDT en décembre 2021). Cette évolution trouve son origine dans les effets conjugués de la progression des créances nettes sur l'Etat et des concours à l'économie à un rythme nettement plus soutenu que celui de 2019. Les créances nettes sur l'extérieur ont diminué de manière moins prononcée par rapport à 2021, avec une réduction de 70 MDT par rapport à une diminution de 1 445 MDT en 2021. Cette

évolution reflète l'effet combiné de la diminution des engagements extérieurs du système financier de 666 MDT contre une augmentation de 2 404 MDT, ainsi que la baisse des avoirs extérieurs de 736 MDT contre une augmentation de 959 MDT.

**Tableau 2.5-1** - Masse monétaire M3 - Tunisie

Période	Août 2021	Sept. 2021	Oct. 2021	Nov. 2021	Déc. 2021	Déc. 2022
Masse Monétaire M3	94086	94647	96337	95264	97375	105521

Source : Les auteurs à partir de la BCT

- **Crédits à l'économie**

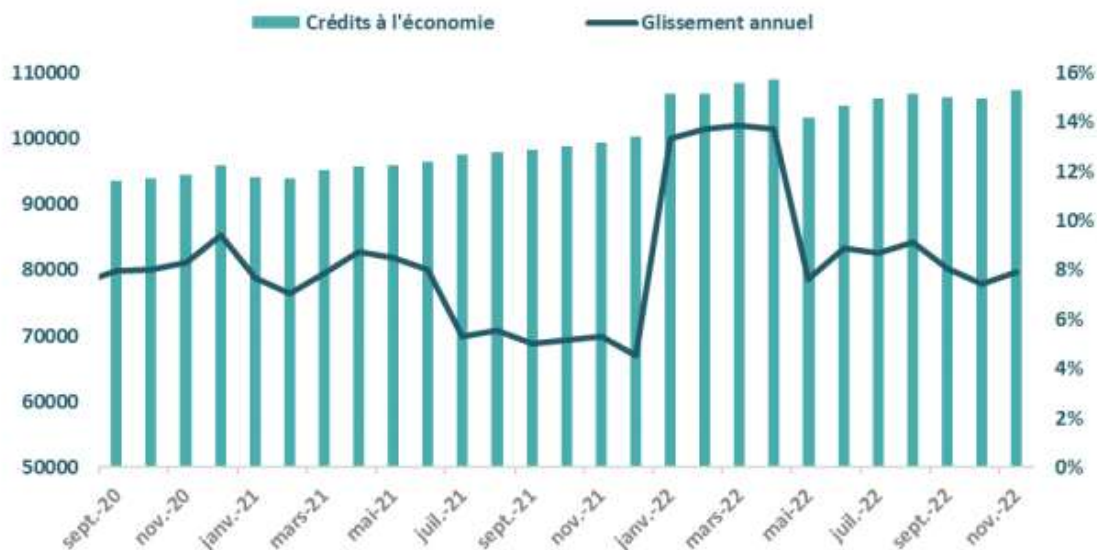
L'encours des crédits accordés à l'économie a continué de progresser et il a atteint 110715 MDT en 2022 contre 100243 MDT en 2021. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du portefeuille escompte auprès des banques, qui s'élève à 6 792 MDT en 2022 contre 3 360 MDT en 2021. Les créances immobilisées et les comptes courants débiteurs ont également augmenté, mais dans une moindre mesure, avec des montants respectifs de 562 MDT en 2022 contre 380 MDT en 2021 et de 239 MDT en 2022 contre 329 MDT en 2021.

**Tableau 2.5-2** - Crédits à l'économie - Tunisie

Année	2019	2020	2021	2022
Crédits à l'économie (en milliers de dinars)	85 915 764	91 885 199	100243	110715

Source : Les auteurs à partir de la BCT

Figure 2.5-2 - Crédits à l'économie - Tunisie



Source : BCT

### 2.5.2. Politique budgétaire

- Solde courant

Tableau 2.5-3 - Solde courant - Tunisie

Période	2021	2022
Solde courant (% PIB)	-6%	-8,6%

Source : Les auteurs à partir de la BCT

Certaines hausses du déficit courant en 2022 reflètent particulièrement la hausse des importations liées à la reprise de la demande intérieure et aux intrants industriels et qui ont été compensées par la progression des revenus des Tunisiens résidents à l'étranger.

Un impact prévu de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur le solde courant outre la poursuite des répercussions de la crise sanitaire. La guerre affectera sans doute la facture alimentaire de la Tunisie. La guerre aura un impact négatif, également, sur les recettes touristiques.

**Tableau 2.5-4** - Avoirs nets en devises - Tunisie

Période	2021	2022
Avoirs nets en devises (en MDT)	23633480	23031521

Source : Les auteurs à partir de la BCT

Les avoirs en devises ont légèrement diminué en 2022 pour atteindre 23 031 521 MDT. La diminution des avoirs nets en devises en 2022 par rapport à 2021 peut être due à plusieurs facteurs tels que l'augmentation des importations, la baisse des revenus des exportations, la diminution des flux de capitaux entrants, la réduction des investissements directs étrangers et des remboursements de dettes extérieures.

- **Déficit courant**

Le déficit courant de la Tunisie a connu une augmentation, passant de 6 % du PIB en 2021 à 8,5 % du PIB en 2022. Cette évolution peut être attribuée à l'augmentation des prix des importations alimentaires et énergétiques. L'augmentation des prix des importations alimentaires et énergétiques a eu un impact sur la balance commerciale de la Tunisie.

**Tableau 2.5-5** - Déficit du compte courant - Tunisie

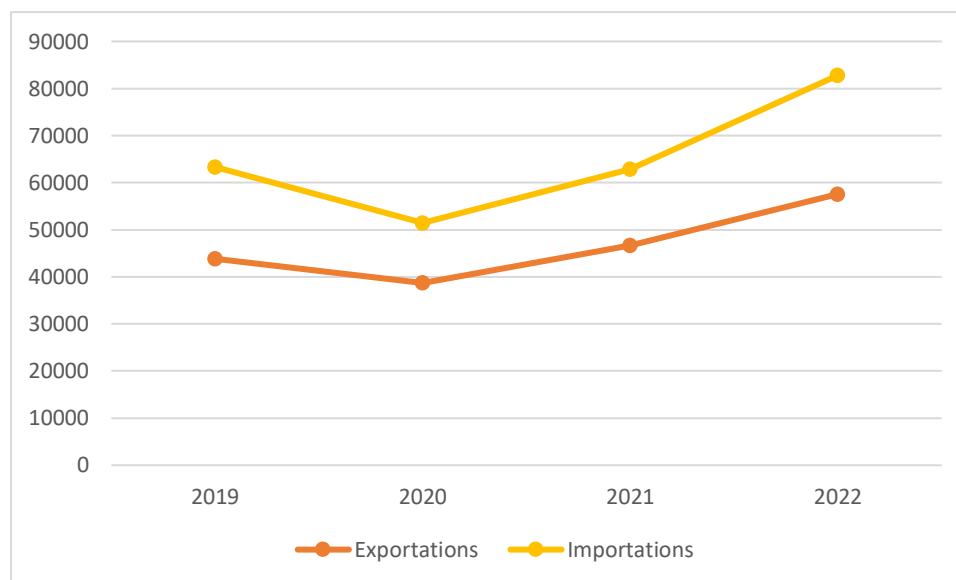
Période	2020	2021	2022
Déficit courant en % du PIB	5,9%	6%	8,5%

- **Balance courante**

La Tunisie a enregistré en 2022 une balance commerciale négative de - 25216 millions de dinars. Durant l'année 2022, la valeur totale des exportations a enregistré une légère hausse par rapport à une année précédente pour atteindre 57 573,2 MDT, contre 46 654,2 MDT en 2021. Cela dû à l'augmentation des exportations d'huile d'olive.

En ce qui concerne les importations, en 2022, elles s'élevaient à 82 789,2 contre 62 869,2 MDT, en 2021. Cette augmentation des importations peut être dû à plusieurs facteurs tels que l'augmentation de la demande intérieure, des besoins de matières premières et de biens intermédiaires pour soutenir la production locale, ainsi que des importations de biens de consommation pour répondre aux besoins des ménages tunisiens.

**Figure 2.5-3 - Balance commerciale en MD - Tunisie**



Source : Les auteurs à partir de l'INS

- **Déficit budgétaire**

Le déficit budgétaire de la Tunisie a connu une diminution, passant de 7,6 % du PIB en 2021 à 6,8 % du PIB en 2022.

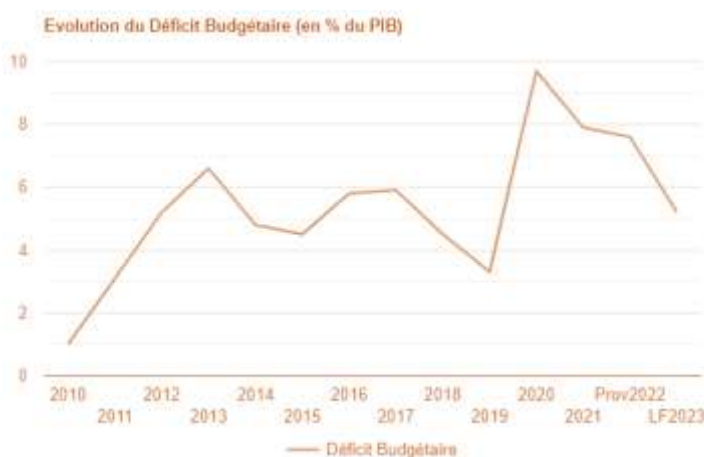
Cette réduction peut être interprétée comme une amélioration de la situation financière du gouvernement tunisien. Cette réduction est le résultat de mesures prises par le gouvernement pour accroître les recettes fiscales, réduire les dépenses publiques non essentielles, améliorer la gestion budgétaire et contrôler les déficits structurels.

**Tableau 2.5-6** - Déficit budgétaire - Tunisie

Année	Déficit budgétaire en % du PIB
2020	9,7%
2021	7,7%
2022	6,8%

Source : Les auteurs à partir du site du ministère des finances

**Figure 2.5-4** – Evolution du déficit budgétaire - Tunisie



Source : Site du ministère des finances

- **Dette publique**

**Tableau 2.5-7** - Dette publique - Tunisie

Année	Dette publique en % du PIB
2019	72,2%
2020	84,8%
2021	82,03%
2022	80,2%

Source : Les auteurs à partir du site du ministère des finances



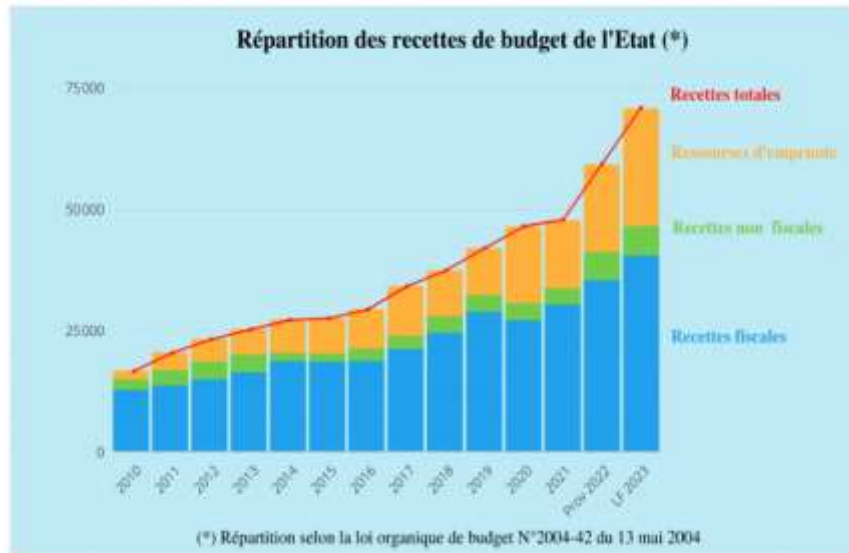
**Figure 2.5-5 - Evolution de la dette publique - Tunisie**

Source : Site du ministère des finances

La dette publique de la Tunisie a enregistré une baisse en 2022, s'établissant à 80,2 % du produit intérieur brut (PIB), contre 82,03 % en 2021. Cette diminution peut être interprétée comme une amélioration de la situation financière du gouvernement tunisien. Cette réduction est le résultat de divers facteurs, tels que des efforts de consolidation budgétaire, une meilleure gestion des finances publiques, des mesures visant à augmenter les recettes fiscales et à maîtriser les dépenses publiques, ainsi que des réformes structurelles visant à stimuler la croissance économique et à renforcer la compétitivité. En 2022, la dette publique de la Tunisie, principalement composée de dette extérieure (plus de deux tiers), représente plus de 90 % du produit intérieur brut (PIB).

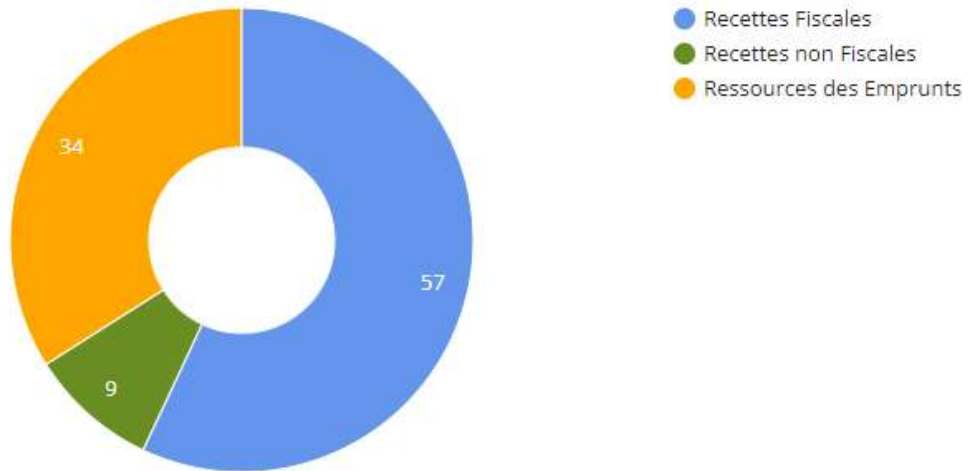
- **Ressources du Budget de l'Etat : Ressources propres**

**Figure 2.5-6-** Recettes fiscales et non fiscales de la Tunisie



Source : Site du ministère des finances

Répartition des Recettes LF 2023 (en %)



Source : Site du ministère des finances

Les recettes fiscales de la Tunisie continuent à augmenter, après les nouvelles mesures adoptées par la loi de finances 2020, pour atteindre 36 040 MDT en 2022 (30404,8 en

2021). Ces dernières représentent d'environ 57% des recettes totales du pays. Les nouvelles ressources fiscales ont contribué à freiner la dégradation du déficit budgétaire.

# Chapitre 3



**Etat des lieux du secteur  
bancaire maghrébin**

## 3.1. Algérie

### 3.1.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Dépôts à vue**

Les dépôts à vue ont enregistré une croissance de 18,76 % par rapport à la fin de l'année 2021, passant de 5 278,2 milliards de dinars à la fin de décembre 2021 à 6 268,2 milliards de dinars à la fin de septembre 2022. Ils représentent désormais 28,27 % de la masse monétaire, contre 26,32 % à la fin de 2021. Cette augmentation est principalement attribuable à la forte hausse des dépôts à vue dans le secteur des hydrocarbures.

**Tableau 3.1-1** - Dépôts à vue - Algérie

Année	2020	2021	Fin septembre 2022
Dépôts à vue (en milliards de dinars algérien)	4 210	5 292,86	6 268,2

Source : Banque d'Algérie

- **Crédits distribués**

**Tableau 3.1-2** - Crédits distribués - Algérie

Année	2020	2021	Fin septembre 2022
Crédits au secteur public (en milliards de dinars algérien)	5 793,3	4 262,6	4 402,1
Crédits au secteur privé (en milliards de dinars algérien)	5 386,9	5 574,0	5 800,8
Total des crédits distribués nets de crédits rachetés (en milliards de dinars algérien)	11 180,2	9 836,6	10 202,9

Source : Les auteurs à partir de la Banque d'Algérie

Le montant des crédits accordés au secteur public, y compris l'administration locale, s'est élevé à 4 402,1 milliards de dinars à la fin de septembre 2022, comparativement à 4 144,2 milliards de dinars à la fin de 2021, ce qui représente une augmentation de 6,22 %. En ce qui concerne les crédits octroyés au secteur privé, y compris les ménages, le total s'est établi à 5 800,8 milliards de dinars à la fin de septembre 2022, dont 1 078,5 milliards de dinars attribués aux ménages, contre 5 650,5 milliards de dinars à la fin de 2021, dont 1 001,2 milliards de dinars pour les ménages. Cela représente une croissance de 2,66 %.

Il est important de noter que le Trésor Public a racheté 1 977,1 milliards de dinars de crédits consortiaux à long terme auprès des banques publiques, en échange d'obligations d'une durée de 10 à 15 ans. En ce qui concerne les crédits accordés au secteur public, en excluant les rachats de crédits syndiqués, une baisse de 26,4 % a été observée en 2021, tandis qu'une hausse de 2,8 % avait été enregistrée en 2020. Quant aux crédits accordés au secteur privé, une augmentation de 3,5 % a été enregistrée en 2021, par rapport à une hausse de 2,2 % en 2020.

La baisse des crédits accordés au secteur public, en excluant les rachats de crédits syndiqués, peut refléter une politique de contrôle de l'endettement public et une volonté de réduire les dépenses publiques. Cela peut être le résultat d'efforts visant à maîtriser le déficit budgétaire et à promouvoir une gestion financière plus responsable.

L'augmentation des crédits accordés au secteur privé, bien que modérée, peut indiquer une volonté de stimuler l'investissement et le développement du secteur privé en Algérie. Cela peut contribuer à dynamiser l'activité économique, créer des emplois et favoriser la croissance économique à long terme.

Le rachat de crédits consortiaux à long terme par le Trésor Public peut être une stratégie pour réduire l'endettement du secteur public et alléger la pression sur les banques. Cela peut également contribuer à améliorer la stabilité financière et à renforcer la confiance des investisseurs.

- **Liquidité bancaire**

## Chapitre 3

### Etat des lieux du secteur bancaire

La liquidité globale des banques, a enregistré à 1 809,1 milliards de dinars à la fin de septembre 2022, contre 1 331,9 milliards de dinars à la fin de décembre 2021 (1 229,7 milliards de dinars à la fin de septembre 2021), ce qui représente une augmentation de 477,2 milliards de dinars par rapport à la fin de l'année 2021. Par rapport à septembre 2021, la liquidité bancaire a augmenté de 579,4 milliards de dinars.

**Tableau 3.1-3** - Liquidité bancaire

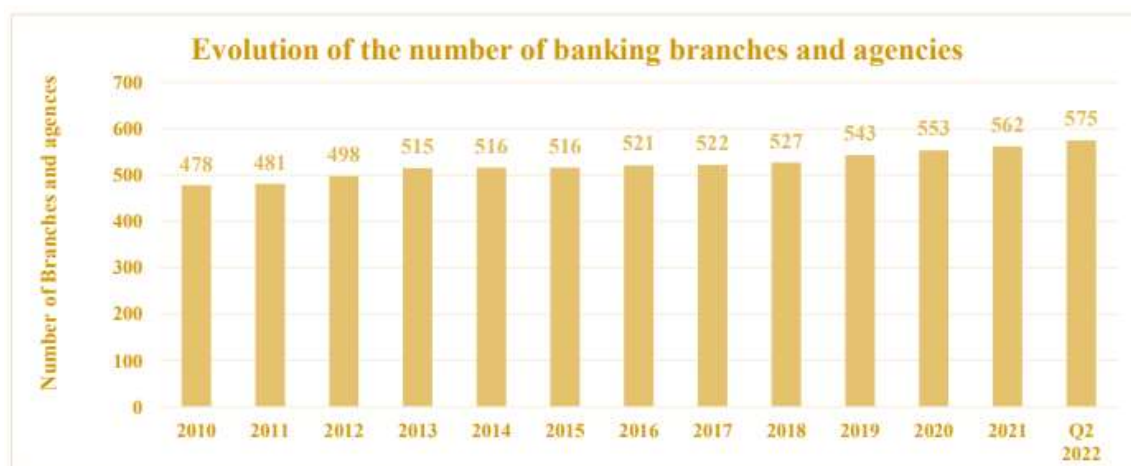
Année	2021	Fin septembre 2022
Liquidité bancaire	1 331,9	1 809,1

Source : Banque d'Algérie

### 3.2. Libye

À la fin du deuxième trimestre 2022, le nombre de banques opérant en Libye est de 20 banques (y compris l'unité en dinars libyens de la Banque étrangère libyenne), ces banques opèrent à travers 580 succursales et agences bancaires.

**Figure 3.2-1**- Nombre d'agences bancaires - Libye

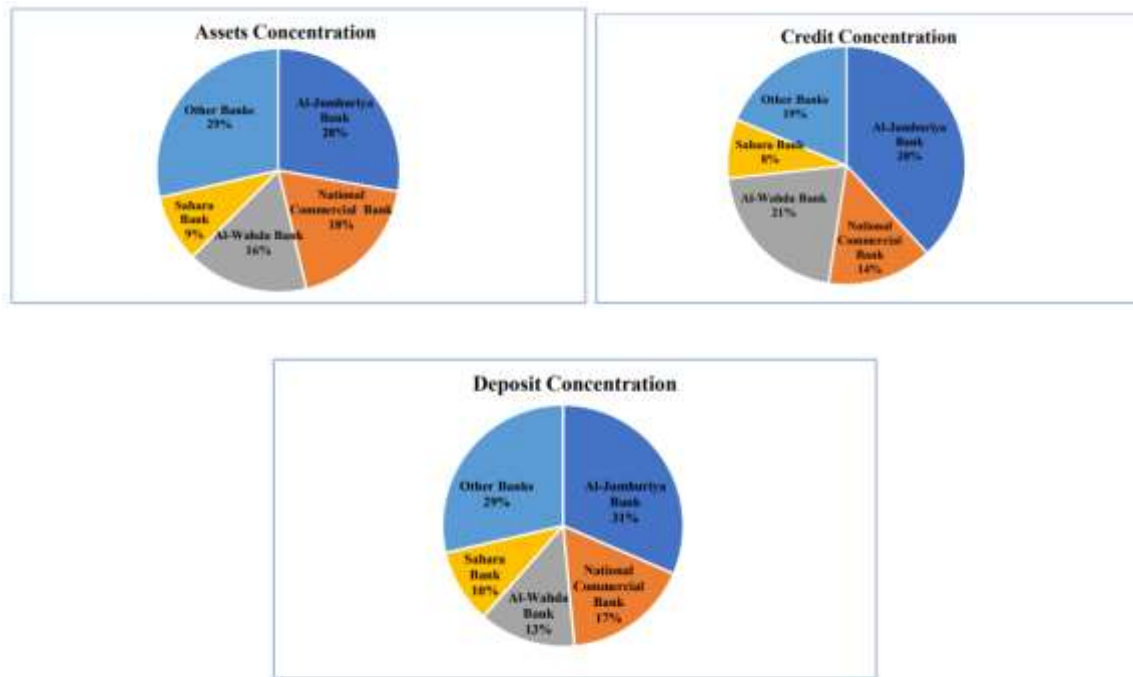


Source : Banque Centrale de Libye

En ce qui concerne la part de marché des banques commerciales en Libye, à la fin du deuxième trimestre 2022, les actifs des quatre principales banques (Al-Jumhuriya, National

Commercial, Al-Wahda et Sahara) représentaient 71,4 % du total des actifs du secteur bancaire, et la Banque Jumhouria à elle seule représentait 27,8 % du total des actifs du secteur bancaire. De plus, à la fin de la même période, les dépôts et les prêts des quatre principales banques représentaient respectivement 71,4 % et 81,3 % du total des dépôts et des prêts du secteur bancaire.

**Figure 3.2-2** – Concentration bancaire - Libye



Source : Banque Centrale de Libye

### 3.2.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Performance financière**

Au cours du deuxième trimestre 2022, les bénéfices des banques commerciales (avant déduction des provisions et des impôts) ont diminué de 18,3 % pour atteindre 673,7 millions de LYD, comparativement au deuxième trimestre 2021, qui enregistrait environ 824,5 millions de LYD.

Quant au solde des réserves et des bénéfices non distribués et distribuables est passé de 919,5 millions de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021, pour atteindre 1 521,3 millions de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022.



### Chapitre 3

#### Etat des lieux du secteur bancaire

**Tableau 3.2-1** - Bénéfices des banques commerciales Libyennes

Année	T1 2021	T2 2022
Bénéfices en millions de LYD	824,5	673,7

Source : Banque Centrale de Libye

- **Total actif**

Les actifs totaux des banques commerciales (hors comptes réguliers) ont augmenté de 1,4%, passant de 140,6 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021 à environ 142,6 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022. Cette augmentation indique une activité économique accrue en Libye, avec une demande accrue de financement et d'investissement de la part des entreprises et des particuliers. Elle reflète également des conditions financières plus favorables, telles qu'une augmentation de l'épargne et des flux de capitaux entrants dans le pays.

**Tableau 3.2-2** - Total actif - Libye

Année	T2 2021	T2 2022
Total actif (en milliards de LYD)	140,6	142,6

Source : Banque Centrale de Libye

- **Ratio de couverture**

Le ratio de couverture des provisions pour créances douteuses sur les prêts et facilités accordés a atteint 17,7 % au deuxième trimestre 2022, comparé à 20,2 % pour la même période en 2021.

**Tableau 3.2-3** – Ratio de couverture - Libye

Année	T2 2021	T2 2022
Ratio de couverture	20,2 %	17,7 %

Source : Banque Centrale de Libye

- **Liquidité**

Le ratio des actifs liquides des banques commerciales par rapport aux actifs totaux a atteint 66,3 % à la fin du deuxième trimestre 2022, la plupart d'entre eux étant détenus auprès de la Banque centrale de Libye (à vue, y compris la réserve obligatoire et les certificats de dépôt). Le total des prêts par rapport au total des dépôts dans les banques a atteint 21,8 % à la fin du deuxième trimestre 2022, ce qui représente un pourcentage très faible, tandis que le ratio des dépôts auprès des banques par rapport aux actifs totaux était de 68,1 %. Le ratio de liquidité légale que les banques commerciales doivent respecter est de 25,0 % du total des dépôts.

Les actifs liquides des banques libyennes ont baissé entre 2020 et 2021, passant de 87 773 millions de dinars à 82263 millions de dinars. Cette diminution des actifs liquides peut indiquer une pression sur les ressources financières des banques, ce qui peut affecter leur capacité à fournir des prêts et des services bancaires.

**Tableau 3.2-4** - Actifs liquides – Libye

Année	T2 2022
Actifs liquides sur Actifs totaux en %	66,3%

Source : Banque Centrale de Libye

- **Dépôts bancaires**

Les dépôts totaux des banques commerciales (dépôts à vue et certificats de dépôt) auprès de la Banque centrale, y compris les réserves obligatoires, ont diminué de 5,0 %, passant d'environ 82,3 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021 à environ 78,2 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022.

Les dépôts des clients auprès des banques commerciales ont diminué de 2,1 %, passant de 99,2 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021, pour atteindre 97,1 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022. Les dépôts à vue représentaient 80,1 % du

### Chapitre 3

#### Etat des lieux du secteur bancaire

total des dépôts, tandis que les dépôts à terme représentaient 19,6 % du total des dépôts, et les dépôts d'épargne représentaient la portion restante, soit 0,3 % du total des dépôts.

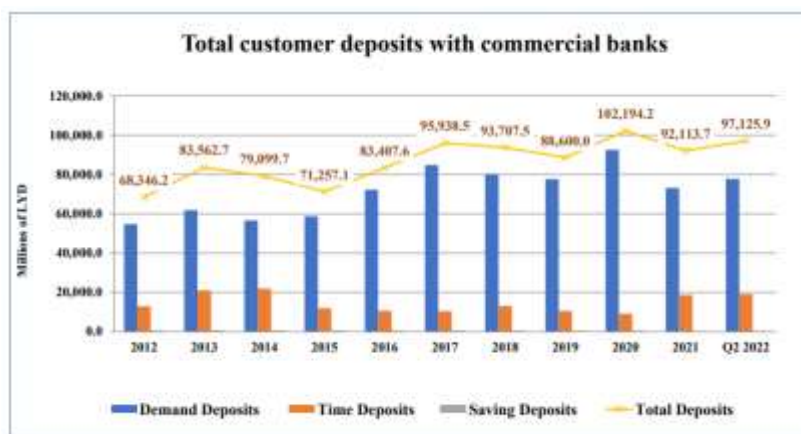
En ce qui concerne la répartition de ces dépôts, les dépôts du secteur privé se sont élevés à 56,5 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022, ce qui représente 58,2 % du total des dépôts. Les dépôts du secteur public et gouvernemental constituent les 41,8 % restants, soit 40,6 milliards de LYD, dont 27,6 milliards de LYD déposés par les entreprises et les institutions du secteur public, et environ 13,1 milliards de LYD de dépôts gouvernementaux.

**Tableau 3.2-5** - Dépôts bancaires - Libye

Année	T2 2021	T2 2022
Dépôts bancaires (en milliards de LYD)	82,3	78,2
Dépôts des clients auprès des banques commerciales (en milliards de LYD)	99,2	97,1

Source : Banque Centrale de Libye

**Figure 3.2-3** - Dépôts bancaires - Libye



Source : Banque Centrale de Libye

En ce qui concerne la répartition des dépôts totaux des clients auprès des banques commerciales (secteur privé, gouvernement et secteur public), les dépôts du secteur privé ont diminué de 1 919,4 millions de LYD, soit 3,3 % à la fin du deuxième trimestre 2022,

pour atteindre environ 56 516,9 millions de LYD, contre 58 436,3 millions de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021. Quant au solde du secteur gouvernemental et du secteur public, il a diminué de 149,4 millions de LYD pour atteindre 40 609,0 millions de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022, dont 13 055,5 millions de LYD correspondent aux dépôts gouvernementaux, comprenant les dépôts des ministères, des agences gouvernementales et des institutions ainsi que les dépôts du Fonds de Sécurité Sociale, du Fonds de Développement Économique et Social et du Fonds Libyen pour le Développement et l'Investissement. Comparativement, les dépôts du secteur public et du secteur gouvernemental s'élevaient à 40 758,4 millions de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021.

- **Crédits bancaires**

**Tableau 3.2-6** - Crédits bancaires - Libye

Année	T2 2021	T2 2022
Crédits bancaires (en milliards de LYD)	82,3	78,2

Source : Banque Centrale de Libye

Le crédit total accordé par les banques commerciales est passé de 17,8 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2021 à 21,2 milliards de LYD à la fin du deuxième trimestre 2022, avec un taux de croissance de 19,1 %. Les prêts accordés et les facilités de crédit représentent 21,8 % du total des passifs de dépôt, tandis qu'ils représentent 14,8 % des actifs totaux. Le montant total des prêts accordés au secteur privé à la fin du deuxième trimestre 2022 s'élève à 15,2 milliards de LYD, soit 71,7 % du total des prêts et des facilités de crédit accordés, tandis que les prêts accordés au secteur public représentent les 28,3 % restants, soit environ 6,0 milliards de LYD.

### 3.3. Maroc

#### 3.3.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Total des dépôts**

Le total des dépôts bancaires a enregistré une légère hausse pour atteindre 1080,7 milliards de dirham en décembre 2022 contre 1061,9 milliards de dirham une année avant. Selon les données publiées par Banque Al Maghreb, cette évolution se traduit par l'accélération du rythme d'accroissement des dépôts des entreprises privées et de ceux des ménages.

**Tableau 3.3-1** - Total des dépôts - Maroc

Année	2020	2021	2022
Total des dépôts (en milliard de dirham)	1003	1061,9	1 080,7

Source : Banque Al Maghreb

- **Crédits bancaires**

Le total des crédits bancaires a atteint 1059 milliards de dirham en 2022 contre 984,9 milliards de dirham en 2021, soit une hausse de 7,5%. La continuité de l'évolution des crédits bancaire est soutenue par les différentes mesures mises en place par le Comité de Veille Economique (CVE) et par Bank Al-Maghrib.

**Tableau 3.3-2**- Crédits bancaires - Maroc

Année	2020	2021	2022
Total des crédits bancaires (en milliard de dirham)	960	984,9	1059

Source : Banque Al Maghreb

- **Créances en souffrance**

Le montant des créances en souffrance a augmenté de 5,5%, passant de 84,8 milliards de DH à la fin de l'année 2021 à 89,5 milliards de DH à la fin de l'année 2022. Cette

augmentation fait suite à une tendance à la hausse depuis 2021, après une année 2020 où les banquiers ont bénéficié de moratoires et de crédits garantis, ce qui a temporairement atténué les problèmes liés aux créances en souffrance.

**Tableau 3.3-3 - Créances en souffrance - Maroc**

Année	2020	2021	2022
Créances en souffrance (milliards de dirhams)	80,15	84,8	89,5

Source : Banque Al Maghreb

**Tableau 3.3-4 – Rentabilité - Maroc**

Années	2019	2020	2021	2022
Rentabilité des actifs (ROA)	0,9%	0,5%	0,8%	0,7%
Rentabilité des fonds propres (ROE)	9,4%	4,9%	8,2%	6,9%
Produit net bancaire en milliards de dirhams	49,5	49,5	52,7	50,2

Source : Banque Al Maghreb

On observe une légère baisse de la rentabilité des actifs (ROA) de 0,8 % en 2021 à 0,7 % en 2022 et une diminution similaire de la rentabilité des fonds propres (ROE) de 8,2 % en 2021 à 6,9 % en 2022. Cela suggère que, malgré une augmentation du produit net bancaire en 2022 par rapport à 2021 (52,7 milliards de dirhams en 2021 contre 50,2 milliards de dirhams en 2022), les banques marocaines ont été légèrement moins efficaces dans la génération de bénéfices à partir de leurs actifs et de leurs fonds propres.

**Figure 3.3-1 – Prêts accordés par les banques- Maroc**



Source : Banque Al Maghreb

Le rythme de croissance des crédits aux entreprises non financières a augmenté pour atteindre 11,3 %, après une progression de 1,9 % en 2021. Cette augmentation se traduit par une hausse de 10,1 % à 482 milliards de dirhams pour les entreprises privées et de 22,7 % à 54,7 milliards pour les entreprises publiques. Cette évolution reflète une demande croissante de liquidités de la part des entreprises, en raison de l'augmentation des prix des produits énergétiques et des matières premières sur les marchés internationaux. Les crédits accordés aux ménages se chiffrent à 315,4 milliards de dirhams, enregistrant une décélération à 2 %, contre 3,2 % l'année précédente.

Dans l'ensemble, les crédits octroyés au secteur privé ont augmenté de 6,5 % pour atteindre 923,3 milliards de dirhams, comparativement à une progression de 3,3 % l'année précédente. Quant aux crédits destinés au secteur public, ils ont rebondi de 6,4 %, après avoir enregistré une baisse de 1 % en 2021.

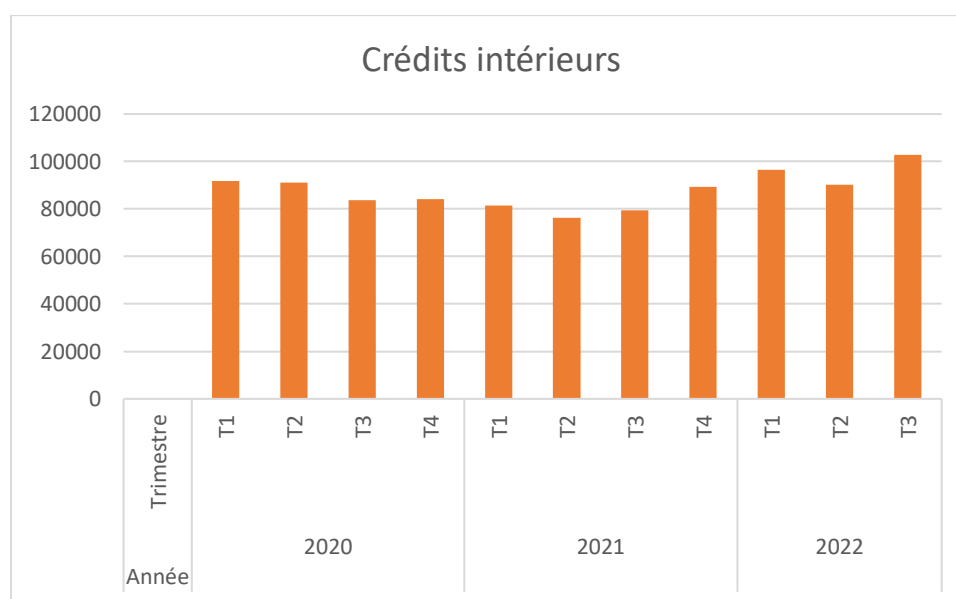
### 3.4. Mauritanie

#### 3.4.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- **Crédits intérieurs**

En 2022, les crédits intérieurs ont continué à fluctuer. Au premier trimestre, les crédits intérieurs se sont élevés à 96 429 millions de MRU, puis ont diminué au deuxième trimestre pour atteindre 90 308. Au troisième trimestre 2022, les crédits intérieurs ont connu une augmentation pour atteindre 102 706 millions de MRU.

**Figure3.4-1 - Crédits intérieurs - Mauritanie**

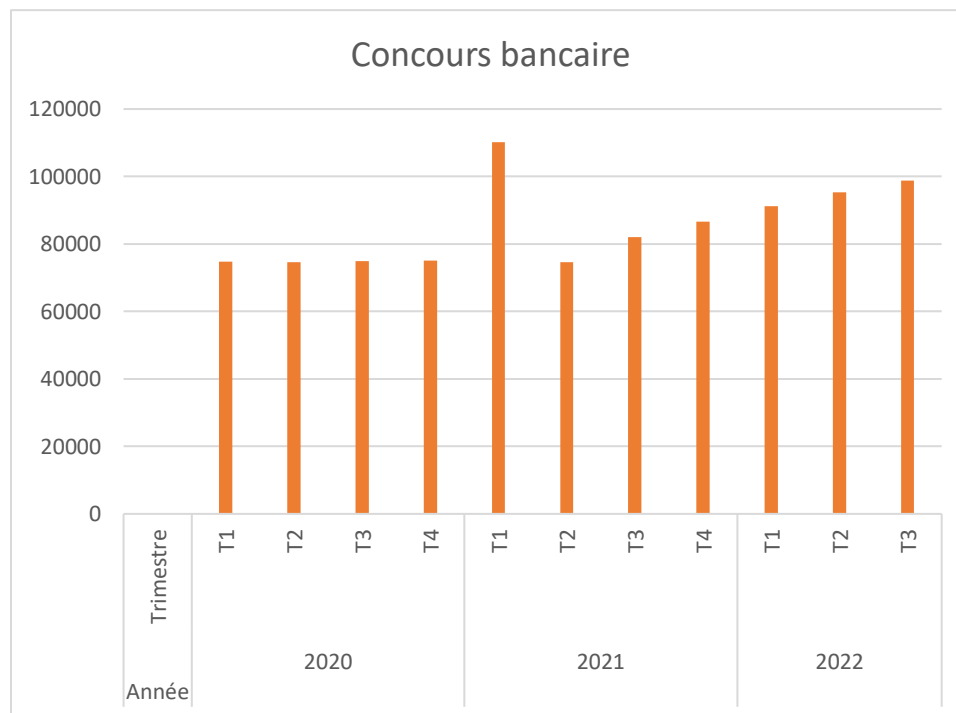


Source : Banque Centrale de Mauritanie



- **Concours bancaires**

**Figure 3.4-2 - Concours bancaires - Mauritanie**



Source : Banque Centrale de Mauritanie

Le concours bancaire a atteint, au troisième trimestre de l'exercice 2022, un montant de 98813 millions MRU contre 82099 millions MRU l'année précédente, soit une hausse de 20.36 %.

- **Total des dépôts**

On constate une croissance continue du total des dépôts en Mauritanie. En 2021, le total des dépôts était de 91,8 milliards de MRU, et cette tendance s'est poursuivie en 2022 avec un total atteignant 98,6 milliards de MRU. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des dépôts à vue, qui sont passés de 77,6 milliards de MRU en 2021 à 84,3 milliards de MRU en 2022. Cependant, les dépôts à terme ont légèrement diminué, passant de 7,7 milliards de MRU en 2021 à 7,4 milliards de MRU en 2022.

**Tableau 3.4-1** - Total des dépôts - Mauritanie

<b>Année</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>T3 2022</b>
Total des dépôts (en milliards de MRU)	71,6	91,8	98,6
Dépôts à terme (en milliards de MRU)	6,9	7,7	7,4
Dépôts à vue (en milliards de MRU)	59	77,6	84,3

Source : Les auteurs à partir de la Banque Centrale de Mauritanie

## 3.5. Tunisie

### 3.5.1. Etat des lieux du secteur bancaire

- Indicateurs d'activité et de rentabilité des banques résidentes

**Tableau 3.5-1** - Indicateurs d'activité et de rentabilité des banques tunisiennes

Années	2018	2019	2020	2021	2022
PNB	4 870	5 517	5.580	6.229	7.011
ROA	1,10%	1,20%	0,80%	0,8%	1%
ROE	12,80%	12%	8,70%	9,1%	11,5%
Ratio de solvabilité	11,70%	13,00%	12,90%	13,6%	14,5%
Ratio Tier 1	9%	10,60%	10,10%	10,6%	11,3%

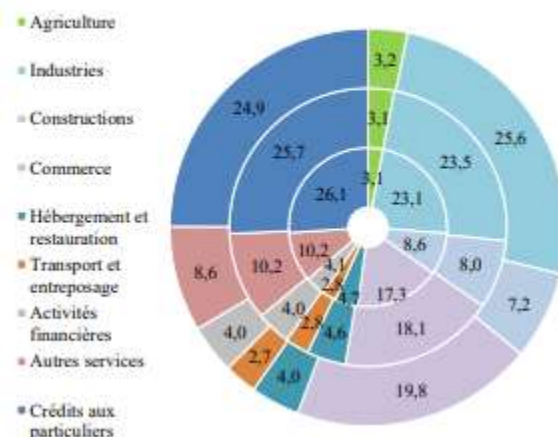
Source : Les auteurs à partir de la Banque Centrale de la Tunisie

Le secteur bancaire a dégagé un produit net bancaire de 7.011 MD, soit une progression de 12.4%, ce qui a eu un impact positif sur la rentabilité des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE). En 2022, le ROA s'est élevé à 1 % et le ROE à 11,5 %, comparativement à 0,8 % et 9,1 % respectivement en 2021. Cette amélioration de la rentabilité du secteur bancaire découle principalement de l'augmentation des revenus provenant du portefeuille d'investissements et de l'augmentation de la marge d'intérêt.

- Répartition de l’encours des crédits par secteur

Figure 3.5-1 - Répartition sectorielle des crédits– Tunisie

A Interne 2020 / A-Central 2021 / A-Externe 2022



Source : Banque Centrale de la Tunisie

Les crédits aux particuliers et le secteur de l’industrie constituent les secteurs les plus bénéficiaires des crédits professionnels, suivis par le secteur de constructions.

- Ratio LTD

Tableau 3.5-2 - Ratio LTD - Tunisie

Années	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio crédits/dépôts (LTD) en %	135	130	122	117	113,6	113,8

Source : Les auteur à partir de la Banque Centrale de la Tunisie

En 2022, les tensions sur la liquidité bancaire se sont intensifiées, ce qui est reflété par l’augmentation de la part du volume global de refinancement (hors achats fermes de bons du Trésor) dans le passif total des banques, passant de 5,6 % à la fin de 2021 à 6,8 % à la fin de 2022. Cette tendance est liée à l’augmentation des besoins de financement de l’État et des entreprises publiques, qui ont représenté 20,7 % du total des actifs du secteur bancaire. De plus, le ratio « crédits/dépôts » (LTD) a légèrement augmenté, passant de

### Chapitre 3

#### Etat des lieux du secteur bancaire

---

113,6 % en 2021 à 113,8 % en 2022. En parallèle, le ratio de liquidité LCR est passé de 180,3 % à 171,7 % au cours de la même période.

# Partie 2

## Etudes et analyses

---



# **Analyse de la transition climatique dans les pays du Maghreb**



## **État des lieux et perspectives**



## **1. La transition climatique dans les pays de l'UMA**

### **1.1.L'Algérie**

Selon la BAD, l'Algérie doit mobiliser en moyenne 22 milliards de dollars sur la période 2020-2030, soit environ 2,2 milliards de dollars par an pour faire face aux changements climatiques de manière adéquate. Cependant, la part de financement privé dans la transition énergétique et la croissance verte reste limitée. Le secteur privé est confronté à des difficultés d'accès aux ressources à long terme et à un climat des affaires peu favorable à la mobilisation des investissements directs étrangers. Malgré ces défis, le Plan national pour le climat a initié des mesures encourageantes, telles que la création du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables et la cogénération. Ce fonds devrait inciter l'investissement privé en octroyant des compensations pour les surcoûts liés à la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et de systèmes de cogénération. Pour diversifier son mix énergétique dominé par le gaz et le pétrole, l'Algérie veut atteindre 15 000 MW d'énergie solaire d'ici à 2035.

### **1.2.La Libye**

La Libye n'a pas encore élaboré de stratégie nationale de lutte contre le changement climatique ni de contribution déterminée au niveau national. Le secteur privé national présente un potentiel faible pour combler le déficit de financement dans la lutte contre le changement climatique en raison du conflit prolongé et de l'incertitude macroéconomique. Bien que le financement privé international puisse être une alternative, il est étroitement lié à la stabilisation de la situation politique. Selon la BAD, la Libye a reçu 328,2 millions de dollars de financement climatique au cours de la période 2010-2020, principalement du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat. En 2019-2020, le secteur privé a fourni 94 % du financement climatique dans le pays, soit 44 millions de dollars. Cependant, attirer davantage de financement privé dans la lutte contre le changement climatique nécessite la mise en place de politiques réglementaires et d'incitations à l'investissement appropriées.

A l'occasion du Libya Energy & Economy Summit, la première conférence économique organisée depuis 10 ans en Libye à l'initiative du gouvernement d'unité nationale,



TotalEnergies a signé avec les autorités libyennes divers accords en vue du développement durable des ressources naturelles du pays. Ainsi un protocole d'accord entre TotalEnergies et la compagnie nationale d'électricité, portant sur le développement de projets solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 500 MW, afin d'alimenter le réseau d'électricité libyen.

### **1.3.Le Maroc**

Selon la BAD, le financement cumulé nécessaire du Maroc pour répondre de manière adéquate au changement climatique est estimé à 93,91 milliards d'USD sur la période 2020–30. Les coûts de l'adaptation sont estimés à 40 milliards d'USD, les coûts d'atténuation à 38,8 milliards d'USD et les coûts des dommages à 15,1 milliards d'USD. L'investissement privé a été substantiel : 17 % du financement climatique en 2019–2020, principalement dans des projets d'adaptation tels que les énergies renouvelables. La plupart des projets d'adaptation au changement climatique ont été soutenus par des fonds publics, car l'investissement privé dans l'adaptation se heurte à des obstacles tels que l'estimation des coûts, les attentes de rendements et les risques, ainsi que la classification actuelle des mesures d'adaptation, trop étroite. Pour libérer le potentiel des acteurs privés dans des projets tels que le dessalement de l'eau de mer, l'agriculture intelligente face au climat et l'assurance, le pays pourrait adopter une classification nationale verte plus large et un système public de réduction des risques. En outre, le financement privé pourrait ancrer davantage la croissance verte en utilisant le capital naturel.

### **1.4.La Mauritanie**

La réduction des émissions de gaz à effet de serre de 92% pour 2030 est un des objectifs ambitieux que s'est fixé la Mauritanie lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 26) en novembre 2021 en Écosse.

La Contribution déterminée au niveau national (CDN) 2021–2030 qui prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 11 % en 2030, estime les besoins cumulés en financement de la Mauritanie à 47 516,3 millions d'USD sur la période 2021–2030, soit 4 319,8 millions d'USD par an en moyenne, dont 72,1 % sont destinés à l'atténuation.

Toutefois, le pays ne dispose d'aucun mécanisme de financement dédié au climat. Les secteurs privé et bancaire sont peu présents dans le financement climatique. Les ressources mobilisées (1 030,4 millions d'USD sur la période 2010–2020) proviennent principalement des partenaires internationaux. La méconnaissance des risques et des opportunités liés aux changements climatiques, le coût élevé des investissements pour l'adaptation aux changements climatiques, la faible disponibilité des ressources dédiées aux investissements verts pour le secteur privé sont autant d'obstacles à la participation du secteur privé mauritanien. Il est donc indispensable d'adopter des instruments financiers verts, tels que les émissions d'obligations vertes, pour accroître la mobilisation des ressources ; de disposer d'un fonds spécial vert dédié au secteur privé ; d'adopter des incitations fiscales pour favoriser les investissements privés verts ; et d'associer le secteur privé aux stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Par ailleurs, la Mauritanie dispose d'un important capital naturel (gaz, hydrogène vert, fer, ressources halieutiques, terres agricoles), évalué à 24 249,7 millions d'USD en 2018, dont l'exploitation durable permettrait de soutenir le financement climatique et la croissance verte. En outre, la phase 1 du projet gazier Grand-Tortue/ Ahmeyim (GTA) fournirait une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire d'au moins 0,5 % du PIB à partir de 2024.

### **1.5.La Tunisie**

Selon le rapport de la Banque Africaine de Développement sur les perspectives économiques en Afrique 2023, la Tunisie doit mobiliser 24,4 milliards de dollars (équivalent à 75 milliards de dinars) de financements d'ici 2030 pour faire face de manière adéquate aux défis du changement climatique. Les coûts estimés pour l'adaptation et l'atténuation s'élèvent respectivement à 4,22 milliards de dollars et à 14,39 milliards de dollars, tandis que les pertes et dommages causés par le changement climatique sont évalués à 4,99 milliards de dollars.

Cependant, la participation du secteur privé dans le financement climatique en Tunisie est encore limitée en raison de divers obstacles. Il existe un manque de visibilité sur la rentabilité des projets verts, des difficultés à évaluer et à tarifier les risques, des horizons d'investissement souvent très longs et une quantification des bénéfices parfois complexe. Pour surmonter ces obstacles, de nouveaux cadres réglementaires et des incitations

gouvernementales seront nécessaires pour orienter les financements privés vers la croissance verte. La Banque recommande également de mettre l'accent sur les marchés financiers, notamment les obligations vertes et le marché du carbone. D'autres options telles que le financement basé sur les résultats et le financement islamique, ainsi que des produits financiers adaptés aux expatriés pour transformer les envois de fonds en investissements verts, sont également envisageables.

La Tunisie est en cours de progression vers cette transition climatique. Récemment, le ministère de l'Environnement tunisien et l'Agence Nationale pour la Maitrise de l'Énergie, avec le soutien du PNUD et du Conseil Bancaire et Financier, ont organisé des formations sur la mise en place d'un processus d'intégration des risques climatiques dans le portefeuille des institutions financières. Cette initiative vise à définir les étapes pour intégrer les risques climatiques dans le portefeuille des institutions financières. Elle s'inscrit dans le cadre du projet d'appui au secteur privé et aux institutions financières pour la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national.

## **2. Le cadre réglementaire et initiatives ESG dans les pays de l'UMA**

De nombreux signes montrent que la RSE s'installe dans la région de Maghreb. Un nombre croissant d'entreprises ont commencé à publier des rapports sur la RSE ou le développement durable (KPMG 2017). Un nombre croissant d'écoles de commerce ont commencé à intégrer des enseignements sur la RSE et la durabilité. De plus, de nombreuses entreprises ont enclenché des engagements dans des initiatives RSE. ~~En conséquence,~~ Plusieurs ONG ont commencé à évaluer la responsabilité sociale des entreprises privées sur leurs performances durables ou ESG.

Les dernières décennies ont connu des développements significatifs tous azimuts dans le domaine de la RSE et de durabilité dans la région du Maghreb. L'avancement des politiques ESG varie d'un pays à l'autre au sein de l'UMA en fonction des contextes économiques, sociaux et politiques propres à chaque pays. Cependant, tous les pays de l'UMA sont de plus en plus conscients de l'importance de la durabilité et de la RSE dans le développement économique et la préservation de l'environnement.

## 2.1. Le cadre réglementaire et initiatives ESG en Algérie

Depuis 1983, l'Algérie a entrepris des actions pour promouvoir la protection de l'environnement, la préservation des ressources naturelles, la lutte contre la pollution et l'amélioration de la qualité de vie.

En 1983, l'Algérie a promulgué la Loi n°83-03 pour protéger l'environnement et mettre en œuvre une politique nationale de préservation des ressources naturelles, visant à prévenir et à combattre toute forme de pollution et de nuisance, tout en améliorant le cadre de vie. En 2000, l'Algérie a organisé le Débat National sur l'Etat et l'Avenir de l'Environnement, conduisant à la publication du Rapport National sur l'Etat et l'Avenir de l'Environnement, qui a été un préalable essentiel pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de l'Environnement en 2002, basée sur des objectifs environnementaux spécifiques et alignés sur les priorités socio-économiques du pays. La SNEDD, mise en œuvre à partir de 2002 avec le Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable (PNAEDD 2002-2011), a renforcé les politiques publiques pour l'environnement, impliquant un renforcement législatif, réglementaire et institutionnel, ainsi que l'adoption de technologies de production plus propres et une gestion durable des ressources. La révision constitutionnelle de 2020 a inscrit dans la Constitution algérienne le droit à un environnement sain pour tous les citoyens, garantissant l'utilisation rationnelle et la préservation des ressources naturelles pour les générations futures. Suite à cette révision, le Conseil National Economique et Social (CNES) a été élargi pour inclure la dimension environnementale, devenant le Conseil National Economique et Social et Environnemental, une institution jouant un rôle consultatif, de dialogue, de concertation, de proposition, de prospective et d'analyse dans tous les domaines de la vie des citoyens et de la nation, y compris l'environnement.

Outre le cadre réglementaire, l'Algérie a élaboré diverses stratégies, schémas et plans nationaux pour promouvoir la durabilité environnementale. Ces initiatives comprennent le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) (2030), le Plan d'Action National pour la Consommation et la Production Durable (PAN MCPD - 2016-2030), la Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des Déchets (SNGID 2035), la Stratégie et le Plan d'Actions Nationaux pour la Biodiversité (PANB 2016-2030), le Plan National Climat (PNC 2030),

la Stratégie Nationale des Zones Humides (SNZH 2030), le Schéma National de Conservation des Sols et de Lutte Contre la Désertification (SNCSLCD), la Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières (SN GIZC) et la Stratégie Nationale de l'Economie Bleue (SNEB 2030). Ces initiatives reflètent l'engagement continu de l'Algérie envers le développement durable et la protection de l'environnement.

Cette vision répond également aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par les États membres des Nations Unies en 2015 pour guider la collaboration internationale vers le développement durable, et la coopération internationale a été un élément important et l'un des moteurs des réformes environnementales. L'aide des donateurs a facilité la formulation de politiques et le financement de projets de démonstration. Le rapport volontaire sur les ODD réalisé par l'Algérie en 2019 fait état de nombreuses avancées dans différents domaines, fruit des lourds investissements consentis par l'Algérie et des progrès réalisés en vue d'organiser un cadre législatif, institutionnel et financier pertinent, cette démarche volontaire vise également à améliorer la résilience du pays vis-à-vis des effets adverses des changements climatiques, en particulier l'adaptation de la société, des infrastructures et des écosystèmes productifs.

Les outils et instruments de la politique incluent la rédaction d'une nouvelle législation de l'environnement et de textes connexes, ainsi que la création de ministères de l'environnement et d'institutions apparentées, qui ont fait partie du processus général de réforme en Algérie. Dans bien des cas, ces réformes juridiques et institutionnelles reposaient sur de nouvelles dispositions constitutionnelles proclamant le droit à un environnement sain. Les différentes lois sur l'environnement ont été parmi les premières à introduire des dispositions en faveur de la démocratie participative et du partage des responsabilités. Plusieurs lois, notamment sur l'environnement, les déchets, le littoral, la montagne, les aires protégées, les énergies renouvelables, les ressources biologiques, les espaces verts, ainsi que le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) pour la protection des écosystèmes, sont accompagnées d'une diversité de textes réglementaires et d'un Fonds National de l'Environnement et du Littoral (FNEL).

Au niveau international, l'Algérie est soutenue par plusieurs conventions, protocoles et accords multilatéraux et bilatéraux qu'elle a signés ou ratifiés, et bénéficie de l'appui de plusieurs organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Union Européenne (UE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), etc., ainsi que de fonds tels que le Fonds Mondial pour l'Environnement, le Fonds Vert Climat, le Fonds d'Adaptation, etc.

L'Algérie dispose d'organismes et d'institutions dédiés à l'environnement, tels que l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable (ONEDD) comprenant plus d'une vingtaine de laboratoires, l'Agence Nationale des Déchets (AND), le Centre National des Technologies Plus Propres (CNTPP), le Commissariat National du Littoral (CNL) et ses 14 annexes, le Centre National de Développement des Ressources Biologiques (CNDRB), l'Agence Nationale des Changements Climatiques (ANCC) et le Conservatoire National des Formations Environnementales (CNFE) qui regroupe plus d'une quarantaine de maisons de l'Environnement dédiées à la formation et à la sensibilisation.

En outre, des instruments économiques tels que plusieurs taxes environnementales (taxe sur les activités polluantes et dangereuses pour l'environnement, taxe sur la pollution atmosphérique d'origine industrielle, taxe sur les eaux usées industrielles, taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, taxe de déstockage des déchets industriels dangereux, taxe sur le déstockage des déchets d'activités de soin, taxe sur les sachets en plastique, taxe sur les carburants, etc.) sont mis en place pour soutenir les efforts environnementaux du pays.

D'autres mesures stratégiques ont été prises par l'Algérie, telles que la Stratégie Nationale pour l'Environnement (SNE), le Plan d'Action National pour l'Environnement et le Développement Durable 2035 (PNAE-DD), ainsi que des programmes de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables. Dans le but de contribuer à un monde durable, l'Algérie a élaboré et adopté un plan d'action national sur la

consommation et la production durables dans le cadre d'une approche participative et inclusive, impliquant un groupe important et diversifié d'acteurs nationaux. Le PAN-MCPD algérien a identifié 42 actions concrètes pour trois domaines prioritaires : (1) intégrer des modes de consommation et de production durables dans les politiques et plans nationaux, (2) assurer la transition énergétique par la promotion de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables, et (3) développer une économie zéro déchet d'ici 2030.

Les entreprises algériennes sont donc non seulement appelées à répondre à la pression institutionnelle du pays dans lequel elles opèrent, mais subissent également la pression des institutions au niveau international. Ainsi, dans l'ambition de réguler le marché international, le programme RS-MENA a été développé, qui consiste à accompagner les organisations opérant dans la région MENA, dont l'Algérie, pour la mise en œuvre de la norme ISO 26000.

Les entreprises algériennes sont donc confrontées à un certain nombre d'exigences et de normes avec des entrepreneurs internationaux. Cette approche vise à faciliter la prise en compte des préoccupations sociales et sociétales par les entreprises locales, ce qui facilitera leur intégration dans leur environnement international. En outre, l'Algérie a adopté des mesures pour réglementer et encourager les entreprises à contribuer au développement social et à assumer leur responsabilité sociale. Parmi ces mesures, on peut noter la loi sur la protection de l'environnement, la loi de l'emploi, le droit des mesures de santé dans les entreprises et la loi sur la sécurité au travail.

## **2.2. Le cadre réglementaire et initiatives ESG en Libye**

La Libye n'a pas encore mis en place de réglementation spécifique en matière de RSE et d'ESG, en raison de la période de conflit et d'instabilité qu'elle a connue ces dernières années, ce qui a entravé la mise en place de mesures de réglementation dans divers domaines. Néanmoins, la Libye a ratifié plusieurs conventions internationales liées aux droits de l'homme, à l'environnement et au développement durable, ce qui peut inciter les

entreprises à adopter des pratiques responsables. Malgré les défis, la société civile et les organisations internationales travaillent pour promouvoir la RSE et l'ESG en Libye.

### **2.3. Le cadre réglementaire et initiatives ESG au Maroc**

Le Maroc a mis en place un cadre réglementaire pour encourager la RSE et l'intégration des considérations ESG dans les activités des entreprises. Parmi les initiatives clés, nous trouvons le Plan Maroc Vert (PMV), lancé en 2008, qui vise à développer une agriculture durable en soutenant les pratiques respectueuses de l'environnement des petits agriculteurs. En 2017, la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) a été introduite pour promouvoir le développement durable dans tous les secteurs, notamment l'industrie, l'agriculture et le tourisme.

Pour encourager les entreprises à adopter des pratiques de RSE, le gouvernement a lancé le Label RSE en 2009. Ce label est attribué aux entreprises engagées dans cinq domaines clés : la gouvernance, les droits de l'homme, les conditions de travail, l'environnement et la communauté. La Loi 13-09 relative à la protection de l'environnement, adoptée en 2011, établit un cadre juridique pour la protection de l'environnement et impose des obligations de conformité environnementale aux entreprises.

La Bourse de Casablanca a également joué un rôle important dans la promotion de l'ESG. En 2016, elle a lancé l'Indice de développement durable (IDD) pour évaluer la performance des entreprises cotées en matière de RSE et d'ESG, en se basant sur des indicateurs ESG tels que les émissions de gaz à effet de serre et la gouvernance d'entreprise. En 2020, la cotation ESG a été introduite, permettant aux investisseurs de sélectionner les entreprises en fonction de leur performance ESG.

Pour aider les entreprises à améliorer leur performance ESG, la Bourse de Casablanca a publié avec l'autorité marocaine des marchés des capitaux (AMMC) depuis 2017, un guide sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises et le reporting ESG. L'objectif est de promouvoir la culture de la RSE au niveau des entreprises faisant APE au Maroc et les inciter à publier des rapport ESG. Depuis 2016, l'AMMC en collaboration avec la Société Financière Internationale (IFC), publie également un guide sur les greens bonds et les Instruments de Financement du Développement Durable qui vise à accompagner et



encourager le développement du marché des instruments financiers destinés au financement du développement durable.

#### **2.4. Le cadre réglementaire et initiatives ESG en Mauritanie**

En Mauritanie, la prise de conscience de la responsabilité sociale des entreprises a également augmenté avec l'entrée des entreprises étrangères sur le marché mauritanien.

Les textes législatifs et réglementaires relatifs à la RSE en Mauritanie sont principalement axés sur le secteur minier. En effet, plusieurs articles du code minier obligent à respecter des exigences liées à la protection de l'environnement et au développement durable des ressources naturelles à différentes étapes de l'exploitation. Par exemple, l'article 42 requiert la fourniture d'une garantie environnementale lors du renouvellement du permis, l'article 57 stipule que les travaux d'exploitation doivent tenir compte de la sécurité du personnel et de la préservation de l'environnement, et l'article 61 impose aux titulaires d'exploiter selon les règles de l'art, incluant la protection de l'environnement. De plus, les articles 94, 96 et 97 de ce même code imposent au titulaire le respect des engagements de la convention minière en matière de sécurité, santé du personnel et environnement.

La loi numéro 2012/12 qui régit les conventions minières et approuve la convention minière type contient également des dispositions importantes. L'article 64 de cette loi engage le titulaire à respecter scrupuleusement les mesures de protection de l'environnement spécifiées dans l'étude d'impact environnemental, et à soumettre un rapport annuel détaillant l'impact de ses activités sur l'environnement.

La Loi n° 2000-045 du 26 juillet 2000 portant Code de l'environnement et ses décrets d'application sont également des éléments cruciaux. Cette loi établit les principes directeurs de la politique environnementale en Mauritanie et sert de référence pour équilibrer les impératifs économiques avec les objectifs de développement durable. Les décrets d'application précisent la procédure et le contenu de l'étude d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) ainsi que les modalités de suivi de sa mise en œuvre dans le contexte de l'exploitation minière.

La Mauritanie a également ratifié plusieurs conventions internationales relatives aux droits de l'homme, à l'environnement et au développement durable, ce qui peut encourager les entreprises à adopter des pratiques responsables. De plus, la Mauritanie a élaboré un Plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2016-2030. Ce plan vise à promouvoir une croissance économique durable, inclusive et équitable, en prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Le PNDES comprend des mesures visant à renforcer la gouvernance, améliorer l'efficacité énergétique, protéger les ressources naturelles, favoriser la croissance économique et l'emploi, et promouvoir l'inclusion sociale.

### **2.5. Le cadre réglementaire et initiatives ESG en Tunisie**

En Tunisie, la réglementation en matière de RSE et ESG est relativement récente. La Constitution tunisienne de 2014 a consacré le droit à un environnement sain et à un développement durable, ainsi que le principe de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. En 2017, la Tunisie a adopté la Stratégie nationale de développement durable, qui prévoit la mise en place d'un cadre réglementaire pour encourager les entreprises à adopter des pratiques durables et responsables. En 2018, le Plan d'Action National pour la Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises a été adopté pour promouvoir la RSE et l'ESG en Tunisie en sensibilisant les entreprises et en fournissant des incitations pour l'adoption de pratiques durables. En 2018 également, le Label RSE tunisien, une certification volontaire, a été lancé pour permettre aux entreprises de démontrer leur engagement en faveur de la RSE et de l'ESG.

Concernant la Bourse de Tunis, bien qu'elle s'intéresse de plus en plus à la RSE et à l'ESG, les initiatives sont encore relativement récentes. Quelques actions concrètes ont toutefois été mises en place. En 2020, la Bourse de Tunis a signé un partenariat avec le Centre de recherche en économie et finance appliquée (CREFA) pour promouvoir la recherche sur la RSE et l'ESG. En 2019, l'indice ISR a été lancé pour identifier les entreprises les plus engagées en matière d'investissement socialement responsable. La Bourse de Tunis a également créé un comité de RSE en 2019 pour conseiller la bourse sur les meilleures pratiques en la matière. Cette dernière a également lancé une initiative "Green Bonds" en 2019 pour encourager l'émission d'obligations vertes. Par ailleurs, des formations et des

séminaires sur la RSE et l'ESG sont régulièrement organisés pour sensibiliser les entreprises. La Bourse de Tunis a aussi développé des partenariats avec des acteurs de la RSE pour renforcer les connaissances et les compétences dans ce domaine. A partir de 2024, la Bourse de Tunis lancera un nouvel indice ESG « TUN/Index-ESG ». Le nouveau benchmark regroupera des dimensions couvrant les activités susceptibles d'avoir des impacts sur la société ou l'environnement.

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a émis également une circulaire qui constitue un cadre pour l'intégration de la RSE dans le secteur bancaire. Cette circulaire invite les établissements financiers à prendre en compte leur engagement en matière de RSE et à le considérer comme une part essentielle de leurs activités.

### **3. Changement climatique : rôle des banques maghrébines**

Le secteur financier est fortement impacté par le changement climatique, ce qui incite les institutions financières à se prémunir contre les risques qui y sont associés. Les sinistres climatiques tels que les séismes, les tempêtes ou les inondations peuvent entraîner la défaillance des emprunteurs, ce qui crée un lien direct entre la solvabilité des emprunteurs et les catastrophes naturelles. Face à l'augmentation des événements climatiques extrêmes, les banques sont confrontées au défi d'évaluer l'impact des risques climatiques sur le défaut de paiement. De plus, les banques sont encouragées à financer la transition vers une économie à faible intensité carbonique. Pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, de nombreuses banques cherchent à réduire le financement de projets et d'entreprises ayant un impact négatif sur l'environnement.

En général, les banques utilisent le scoring crédit pour évaluer le risque de défaut de paiement d'un bénéficiaire de crédit. Cet outil, basé sur des éléments financiers et économiques liés à l'entreprise, facilite la prise de décision en matière d'octroi de crédit. Le scoring crédit repose sur une méthode statistique qui se fonde sur des variables quantitatives. Par exemple, une entreprise affichant régulièrement des résultats nets négatifs a de fortes chances de se retrouver en défaut de paiement.

En revanche, la corrélation entre les aspects climatiques et la solvabilité d'une entreprise reste difficile à mesurer. Le risque de catastrophe climatique peut être localisé et quantifié, mais il peut ne pas avoir d'influence directe sur le résultat net d'une entreprise. Ainsi, une variable géographique peut être intégrée aux modèles de scoring crédit, ce qui pourrait entraîner une dégradation de la note des entreprises situées dans des zones à risque, telles que des zones de guerre ou sismiques.

D'autre part, les banques pourraient identifier les secteurs d'activité considérés comme polluants et définir des critères d'évaluation de l'impact environnemental des entreprises emprunteuses, qui seraient pris en compte dans l'analyse des demandes de crédit. Par exemple, une entreprise exploitant des énergies fossiles pourrait obtenir une note négative. Le défi méthodologique pour les banques consiste à définir les informations extra-financières permettant de prendre en compte le risque climatique dans le processus d'octroi de crédit. De nombreux acteurs du secteur bancaire travaillent à la mise en place de techniques d'évaluation du risque climatique tout au long du cycle de vie du crédit. Il est toutefois important de noter que la prise de conscience des enjeux climatiques au sein du secteur financier est encore relativement récente.

### **3.1. Le rôle des banques tunisiennes**

Les banques tunisiennes ont commencé à fournir des efforts significatifs dans le financement de la finance durable et la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ces efforts visent à aligner leurs activités avec les objectifs de développement durable (ODD) et à contribuer à la transition vers une économie plus durable. Certaines banques tunisiennes ont commencé à proposer des produits financiers verts tels que les crédits verts, qui sont spécifiquement destinées à financer des projets ayant un impact positif sur l'environnement. Ces crédits permettent aux investisseurs de soutenir des initiatives liées aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique, à la gestion durable des ressources naturelles, entre autres. Les banques tunisiennes intègrent progressivement des critères ESG dans leurs processus de prise de décision en matière de financement. Elles cherchent à évaluer l'impact environnemental, social et de gouvernance des projets avant de les financer. Cela peut inclure l'évaluation des risques liés aux changements climatiques, la gestion responsable des ressources

humaines, et la transparence dans la gouvernance d'entreprise, etc. Les banques tunisiennes ont commencé également à s'engager dans la sensibilisation et la formation du personnel et des clients sur la finance durable et les critères ESG. Elles cherchent à renforcer les connaissances et la compréhension des enjeux liés à la durabilité pour promouvoir des pratiques financières responsables. En effet, certaines banques tunisiennes participent également à des initiatives de collaboration, comme des partenariats avec des organisations internationales ou des associations locales, pour renforcer leurs connaissances et leurs capacités en matière de finance durable.

Le Conseil Bancaire Financier a soutenu également plusieurs projets entrepris par les banques tunisiennes, tels que la restauration et la réparation d'écoles et d'établissements d'enseignement. Le financement de ces projets a représenté un coût d'environ 3 millions de dinars par an.

### **3.2. Le rôle des banques marocaines**

Les banques marocaines ont pris des initiatives significatives dans le financement de la finance durable et la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le Maroc a montré une volonté de promouvoir une économie plus durable et responsable, et les banques jouent un rôle crucial dans la réalisation de cet objectif. En effet, certaines banques marocaines proposent des produits financiers verts tels que les obligations vertes et les prêts verts. Ces produits sont destinés à financer des projets respectueux de l'environnement, tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la gestion durable de l'eau, et d'autres initiatives liées à la durabilité. Certaines banques marocaines ont commencé à prendre en compte les critères ESG dans leurs processus d'évaluation des projets à financer. Elles examinent l'impact environnemental, social et de gouvernance des projets pour s'assurer qu'ils respectent les normes et les bonnes pratiques en matière de durabilité. La majorité des banques marocaines sensibilisent leur personnel et leurs clients aux enjeux de la finance durable et des critères ESG. Elles organisent des formations et des ateliers pour renforcer les connaissances et promouvoir une meilleure compréhension des pratiques financières responsables. Certaines banques marocaines publient des rapports annuels sur leur performance ESG. Ces rapports

permettent de rendre compte de leurs initiatives et de leurs engagements en matière de durabilité, tout en renforçant la transparence vis-à-vis des parties prenantes. En outre, certaines banques marocaines adhèrent à des initiatives mondiales telles que les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) des Nations Unies ou d'autres normes internationales de durabilité. Cela témoigne de leur engagement envers des pratiques financières responsables et de leur volonté de se conformer aux meilleures pratiques mondiales en matière de durabilité.

Ces initiatives démontrent l'engagement des banques marocaines envers le développement durable et leur contribution à la construction d'une économie plus durable et résiliente.

Cependant, les efforts dans le financement de la finance durable et l'intégration des critères ESG varient d'une banque à une autre en fonction de leur taille, de leurs ressources et de leur engagement envers la durabilité.

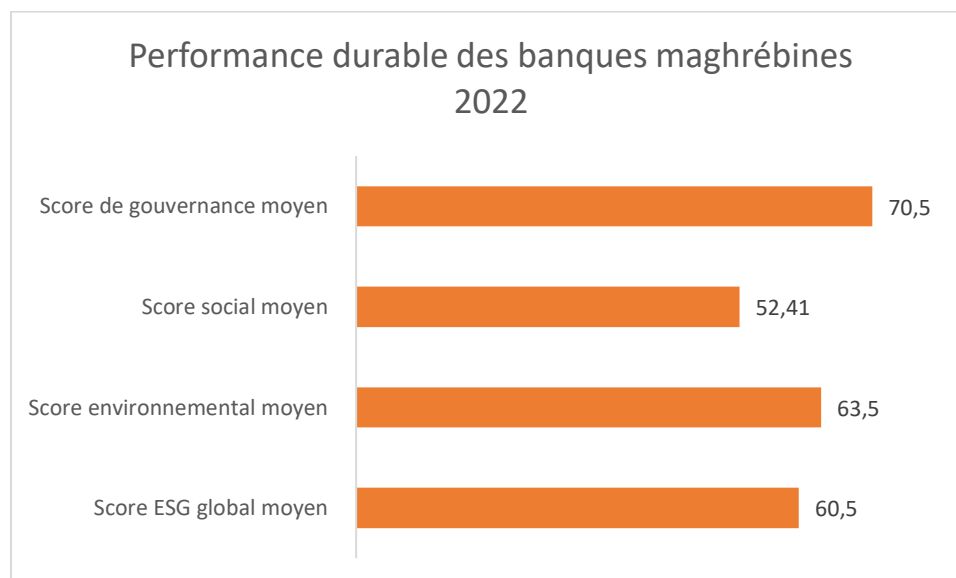
#### **4. Une analyse ESG des banques Maghrébines**

Selon les données collectées disponibles sur Refinitiv<sup>1</sup>, les banques maghrébines<sup>2</sup> ont un score ESG global moyen de 60,5 en 2022. Cela signifie que globalement, ces banques obtiennent des résultats satisfaisants en termes de pratiques durables, de responsabilité sociale et de gouvernance.

---

<sup>1</sup> Le score ESG de Refinitiv est un indicateur compris entre 0 et 100 qui évalue les performances d'une entreprise en matière de facteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Un score plus élevé indique de meilleures pratiques en matière ESG.

<sup>2</sup> Cinq banques Maghrébines



Le score environnemental moyen de 63,5 indique que les banques maghrébines ont des performances relativement positives en matière d'impact environnemental. Cela peut signifier qu'elles prennent des mesures pour réduire leur empreinte écologique, soutenir des projets écologiquement durables ou adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. Bien que ce score soit encourageant, il reste encore des défis à relever pour atteindre des normes environnementales plus élevées. Les banques maghrébines pourraient continuer à explorer de nouvelles opportunités pour renforcer leurs actions en faveur de l'environnement, tels que le développement de produits financiers verts ou l'intégration d'incitations environnementales dans leurs stratégies commerciales.

Le score social moyen de 52,41 indique que les banques maghrébines ont encore des marges d'amélioration en matière de responsabilité sociale. Cela suggère que ces institutions financières pourraient accorder une attention plus soutenue aux aspects sociaux de leurs opérations, en allant au-delà de leurs activités financières. Pour combler ces marges d'amélioration, les banques maghrébines pourraient envisager de renforcer leurs engagements envers la communauté. Cela pourrait se traduire par un investissement accru dans des projets sociaux. En outre, les banques maghrébines pourraient chercher à améliorer leurs pratiques internes concernant leurs employés. Cela pourrait inclure la mise en place de politiques de ressources humaines plus équitables, une attention particulière à la diversité et à l'inclusion au sein de leur personnel, ainsi que des programmes de développement professionnel pour

permettre à leurs employés de réaliser leur plein potentiel. De plus, les banques maghrébines pourraient également chercher à renforcer leur engagement envers les parties prenantes. Cela pourrait impliquer une plus grande transparence dans leurs opérations, une communication ouverte avec leurs parties prenantes pour comprendre et répondre à leurs besoins et préoccupations, ainsi que la mise en place de mécanismes pour obtenir des feedbacks sur leur performance sociale et leur impact. En promouvant activement des initiatives sociales positives, les banques maghrébines peuvent non seulement contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale, mais également renforcer leur propre réputation et leur positionnement dans le marché. Une responsabilité sociale forte peut attirer de nouveaux clients, fidéliser les clients existants, attirer des talents, et encourager les investisseurs à soutenir leurs efforts en faveur du développement durable.

Le score de gouvernance moyen de 70,5 montre que les banques maghrébines ont de bonnes pratiques de gouvernance. Cela peut impliquer qu'elles ont des structures de gouvernance solides, une transparence dans leur prise de décision et des mécanismes de contrôle appropriés. En mettant l'accent sur la bonne gouvernance, les banques maghrébines démontrent leur engagement envers la responsabilité, l'éthique et la durabilité dans leurs opérations. Ces pratiques de gouvernance peuvent également les positionner favorablement dans le marché financier et renforcer leur réputation auprès des parties prenantes, ce qui peut à son tour favoriser la confiance et stimuler la croissance à long terme.

Globalement, ces résultats indiquent que les banques maghrébines accordent une attention considérable à l'ESG et montrent des performances globalement positives dans ces domaines. Cependant, il reste des opportunités d'amélioration, en particulier dans le domaine social, pour renforcer leur impact positif sur la société et les parties prenantes.

## **5. Stratégies à mettre en place par l'UBM**

L'Union des Banques Maghrébines (UBM) se positionne comme un acteur clé dans le renforcement de la démarche durable et verte des banques maghrébines en agissant à la fois en tant que porteur d'initiatives et Think Tank dans la région. Pour atteindre cet objectif, l'UBM peut adopter les stratégies suivantes :



### **5.1.Certification et formation RSE**

L'UBM peut s'engager à promouvoir la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) dans le secteur bancaire en encourageant ses membres à obtenir des certifications reconnues en matière de durabilité. L'UBM peut continuer à soutenir des programmes de formation continue destinés aux professionnels du secteur bancaire pour renforcer leurs compétences et leur expertise en matière de finance durable. Ces formations permettront aux banques maghrébines de développer des équipes qualifiées pour soutenir leur transition vers une approche plus responsable et verte.

### **5.2.Développement de standards**

En tant que référent dans la région, l'UBM peut jouer un rôle clé dans l'établissement de standards et de bonnes pratiques ESG adaptés aux spécificités locales. Compte tenu des particularités économiques, environnementales, sociales et culturelles propres à la région, il est essentiel d'élaborer des normes qui tiennent compte de ces réalités régionales. L'UBM peut initier un processus de consultation avec ses membres et d'autres parties prenantes pour définir des standards ESG pertinents et applicables dans le contexte du Maghreb. Ces standards pourraient aborder divers aspects, tels que la promotion de l'inclusion financière, la gestion durable des ressources naturelles, la protection des droits des travailleurs, la promotion de l'éthique dans les pratiques commerciales, etc. En proposant des standards ESG adaptés aux réalités du Maghreb, l'UBM facilitera l'adoption et l'intégration de ces critères de durabilité par les banques maghrébines. Les normes serviront de cadre de référence clair et cohérent, aidant les institutions financières à orienter leurs politiques et leurs pratiques vers un modèle plus responsable et vertueux. Cela encouragera une approche plus cohérente et harmonisée en matière de finance durable dans toute la région. Outre l'établissement de standards, l'UBM peut également fournir des outils et des lignes directrices pour aider les banques maghrébines à mettre en œuvre ces bonnes pratiques ESG au sein de leurs organisations.

### **5.3. Collaboration avec les régulateurs**

L'UBM a un rôle clé à jouer en collaborant étroitement avec les régulateurs gouvernementaux pour favoriser l'émergence de politiques et de cadres réglementaires favorables à la finance durable dans la région du Maghreb. En tant que représentant majeur du secteur bancaire maghrébin, l'UBM peut être un interlocuteur privilégié pour les autorités gouvernementales lors de l'élaboration de mesures réglementaires liées à la durabilité. En travaillant en étroite coordination avec les régulateurs, l'UBM peut partager son expertise et ses connaissances sur les pratiques de finance durable, fournir des informations factuelles sur les meilleures pratiques internationales et les initiatives réussies dans d'autres régions du monde. Ces échanges aideront les régulateurs à mieux comprendre les enjeux spécifiques du secteur bancaire dans le contexte maghrébin et à concevoir des politiques sur mesure pour encourager l'adoption de pratiques responsables et vertueuses. Par ailleurs, l'UBM peut jouer un rôle de conseiller lors des consultations publiques sur les questions liées à la durabilité et à la finance responsable. En participant activement à ces processus de consultation, l'UBM peut contribuer à éclairer les débats en apportant des analyses, des arguments et des recommandations fondées sur son expertise en matière de finance durable. Cela permettra d'enrichir les discussions et d'assurer que les politiques mises en place répondent efficacement aux défis ESG tout en soutenant la stabilité financière et la croissance économique de la région.

### **5.4. Think Tank et encouragement de la recherche**

L'UBM peut jouer un rôle dynamique en tant que Think Tank en mettant en place des groupes de réflexion dédiés aux enjeux de durabilité dans le secteur bancaire. L'UBM peut collaborer avec des chercheurs, académiques et experts pour mener des études approfondies et encourager la recherche sur les sujets liés à la finance durable et verte, fournissant ainsi des analyses pertinentes et des recommandations stratégiques pour les institutions financières de la région. L'UBM peut également soutenir la recherche académique sur des sujets liés à la finance durable dans la région maghrébine. Elle peut accorder des bourses de recherche, financer des projets de recherche et promouvoir la diffusion des connaissances pour enrichir le savoir sur la finance verte dans le contexte maghrébin.

## 5.5. Reporting et performance ESG

L'UBM peut jouer un rôle de leader en encourageant activement ses membres à adopter des rapports ESG. Ces rapports permettront aux banques de rendre compte de manière claire et détaillée de leurs actions et de leurs performances en matière de durabilité. En fournissant des informations tangibles sur les initiatives mises en place pour gérer les risques et saisir les opportunités liées aux enjeux ESG, ces rapports contribueront à accroître la transparence et la responsabilité des institutions financières envers leurs parties prenantes. L'UBM peut également mettre en place des mécanismes d'évaluation de la performance ESG des banques membres. Ces mécanismes pourront être basés sur des critères spécifiques en lien avec les principes du développement durable. En évaluant régulièrement les performances ESG des banques, l'UBM pourra identifier les forces et les faiblesses de chaque institution et proposer des recommandations pour améliorer leurs pratiques.

Pour inciter les banques à améliorer leurs pratiques ESG, l'UBM peut mettre en place des incitations, telles que des récompenses ou des reconnaissances spéciales pour les institutions qui atteignent ou dépassent des objectifs ESG spécifiques. Ces incitations encourageront les banques à adopter des stratégies et des politiques plus ambitieuses en matière de durabilité et renforceront leur engagement à intégrer les enjeux ESG dans leur prise de décision. De plus, l'UBM peut organiser des événements, des conférences et des ateliers sur les questions ESG, permettant ainsi aux banques de partager leurs meilleures pratiques et de s'inspirer mutuellement. Ces forums favoriseront l'échange de connaissances et d'expériences, créant ainsi un environnement propice à l'innovation et à l'amélioration continue en matière de durabilité.

En encourageant l'adoption de rapports ESG et en évaluant la performance ESG des banques, l'UBM renforcera son rôle en tant que catalyseur de la durabilité et de la responsabilité sociale au sein du secteur bancaire maghrébin. Ces initiatives permettront de renforcer la confiance des parties prenantes dans les institutions financières, d'améliorer leur réputation et de favoriser un modèle de développement économique respectueux de l'environnement et socialement responsable dans la région du Maghreb.

## **5.6.Évaluation des risques climatiques**

L'UBM peut jouer un rôle majeur en encourageant activement les banques maghrébines à évaluer et intégrer les risques climatiques dans leurs analyses de crédit et leurs décisions d'investissement. La prise en compte des risques climatiques est essentielle pour anticiper les conséquences financières des changements climatiques et pour promouvoir des pratiques de prêt responsables qui contribuent à la stabilité financière et à la durabilité à long terme. En intégrant les risques climatiques dans leurs évaluations de crédit, les banques pourront mieux évaluer la solvabilité et la viabilité des emprunteurs, en tenant compte des risques associés aux événements climatiques extrêmes, à l'évolution de la réglementation environnementale et aux changements structurels de l'économie liés à la transition vers une économie plus verte. Une analyse approfondie des risques climatiques permettra également aux banques d'identifier les secteurs et les entreprises les plus vulnérables aux effets du changement climatique, ce qui les aidera à ajuster leurs politiques de prêt en conséquence.

D'autre part, en évaluant les risques climatiques lors de la prise de décisions d'investissement, les banques maghrébines pourront orienter leurs ressources vers des projets et des entreprises qui adoptent des pratiques durables et résilientes aux changements climatiques. En soutenant financièrement des initiatives à faible impact carbone et favorables à l'environnement, les banques contribueront à renforcer la transition vers une économie plus verte et à réduire l'empreinte carbone de la région maghrébine. En promouvant une culture de prise en compte des risques climatiques, l'UBM pourra fournir des outils et des lignes directrices aux banques membres pour les aider à mieux comprendre et à intégrer ces risques dans leurs processus décisionnels. Cela encouragera une approche plus prudente et responsable dans l'allocation des ressources financières, contribuant ainsi à renforcer la stabilité du système financier dans la région.

## **5.7.Benchmarking et suivi des progrès**

L'UBM peut adopter une approche proactive en mettant en place des mécanismes de benchmarking visant à évaluer et comparer les performances des banques membres en matière de durabilité. Ce processus de benchmarking permettra d'établir des indicateurs

clés de performance (KPI) pour évaluer les progrès réalisés par chaque banque dans sa démarche vers une finance plus responsable et verte. En suivant régulièrement les progrès des banques membres, l'UBM pourra identifier les domaines où des améliorations sont nécessaires. Ces informations fourniront des indications précieuses sur les défis spécifiques auxquels les institutions financières sont confrontées lorsqu'elles cherchent à adopter des pratiques plus durables. En identifiant les faiblesses, l'UBM pourra proposer des formations et des initiatives de renforcement des capacités ciblées pour aider les banques à surmonter ces obstacles et à progresser vers des pratiques plus responsables.

D'autre part, le processus de benchmarking permettra également de mettre en lumière les réussites et les meilleures pratiques des banques les plus engagées en matière de durabilité. L'UBM peut utiliser ces réussites comme exemples inspirants pour encourager d'autres banques à suivre le même chemin et à adopter des initiatives similaires. Reconnaître et célébrer les banques qui ont obtenu des résultats significatifs en matière de finance durable peut inciter davantage d'institutions à rejoindre le mouvement vers une finance plus responsable.

En consolidant les informations collectées grâce au benchmarking, l'UBM pourra présenter un tableau global des progrès réalisés par l'ensemble du secteur bancaire maghrébin en matière de durabilité. Ces données contribueront à renforcer la transparence et la responsabilité des banques, tout en fournissant des informations essentielles pour élaborer des politiques et des programmes visant à favoriser une finance plus responsable et à atteindre les objectifs de développement durable de la région. Enfin, cette démarche permettra de positionner l'UBM en tant que leader en matière de durabilité, en offrant un cadre de référence solide pour guider les banques maghrébines vers un avenir financier plus durable et éthique.

### **5.8. Labellisation et reconnaissance**

L'UBM peut jouer un rôle essentiel en instaurant un système de labellisation ou de certification visant à récompenser et à reconnaître les banques qui se distinguent par leurs pratiques durables au sein du secteur bancaire maghrébin. Ce système de labellisation, basé

sur des critères rigoureux en matière d'ESG, permettra de mettre en avant les institutions financières les plus engagées dans la promotion de la finance responsable et verte. En attribuant des labels ou des certifications de durabilité aux banques qui atteignent des normes élevées en matière d'ESG, l'UBM encouragera la compétition positive entre les institutions pour améliorer leurs pratiques et s'efforcer de se démarquer en tant que leaders de la finance durable dans la région. Ces labels serviront de marque de reconnaissance et de distinction pour les banques qui adoptent des politiques et des initiatives responsables, offrant ainsi une incitation supplémentaire à poursuivre leurs efforts dans cette voie.

En parallèle, l'UBM peut jouer un rôle de promotion en encourageant la labellisation des produits financiers verts par des organismes reconnus et indépendants. Ces labels attestent que les produits financiers répondent à des critères stricts de durabilité et d'impact positif sur l'environnement. En mettant en avant ces produits labellisés, les banques maghrébines pourront rendre leurs offres plus attractives pour les investisseurs et les clients soucieux d'avoir un impact positif sur l'environnement et la société.

Ces labels et certifications contribueront à renforcer la crédibilité et la confiance des investisseurs envers les banques maghrébines, en leur fournissant des informations claires et vérifiables sur la durabilité de leurs produits et services financiers. Cela permettra également de favoriser la transparence et la responsabilité des institutions financières, en leur donnant l'occasion de démontrer leur engagement en faveur du développement durable de manière concrète et vérifiable.

### **5.9. Collaboration et partenariats**

En collaboration avec ses membres et les parties prenantes, l'UBM peut jouer un rôle clé en encourageant et en soutenant le développement d'initiatives vertes au sein du secteur bancaire maghrébin. L'UBM peut promouvoir activement le financement de projets liés aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et à d'autres initiatives durables. En facilitant l'accès aux ressources financières nécessaires, les banques maghrébines pourront jouer un rôle moteur dans la transition vers une économie plus verte et résiliente.

En outre, l'UBM peut jouer un rôle de coordination pour faciliter les partenariats entre les banques maghrébines et d'autres acteurs de la finance durable, tels que des ONG, des

institutions internationales, des agences gouvernementales et des experts en développement durable. Ces partenariats favoriseront l'échange de connaissances, le partage des meilleures pratiques et la co-création de projets communs visant à promouvoir une finance plus responsable dans la région. La collaboration avec des ONG et des experts en développement durable permettra aux banques de mieux comprendre les défis environnementaux et sociaux auxquels la région est confrontée, et de développer des stratégies plus ciblées pour soutenir des initiatives durables. Les partenariats avec des institutions internationales et des agences gouvernementales peuvent faciliter l'accès à des sources de financement supplémentaires et renforcer la crédibilité des projets durables auprès des investisseurs et des bailleurs de fonds. En outre, l'UBM peut organiser des événements et des plateformes de dialogue où les parties prenantes peuvent se réunir pour échanger des idées, discuter des défis et des opportunités, et développer des projets communs. Ces espaces de collaboration favoriseront l'innovation et la mise en œuvre de solutions durables et renforceront le rôle de l'UBM en tant que moteur de la finance responsable dans la région du Maghreb.

## Conclusion Générale

Les pays du Maghreb commencent à sortir de la pandémie de COVID-19, mais les défis structurels demeurent inchangés. Il s'agit de s'attaquer aux inégalités structurelles, aux contraintes de l'inflation et d'accélérer la transition écologique en renforçant la résilience face aux défis géopolitiques actuels et futurs. Une reprise de qualité basée sur la maîtrise des contraintes budgétaires et monétaires aiderait les pays du Maghreb à définir des programmes d'action à moyen et long terme et permettrait de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Le secteur financier maghrébin est fortement impacté par le changement climatique. Les institutions financières sont invitées à se prémunir contre de nouveaux risques qui y sont associés. Les sinistres climatiques impactent la défaillance des emprunteurs. Un lien direct est en train de se développer entre la solvabilité des emprunteurs et les catastrophes naturelles. Face à l'augmentation des événements climatiques extrêmes dans le Sahel et sur les côtes, les banques sont confrontées au défi d'évaluer l'impact des risques climatiques sur le défaut de paiement. A cela se rajoute le financement de la transition écologique. Pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, de nombreuses banques cherchent à réduire le financement de projets et d'entreprises ayant un impact négatif sur l'environnement.

Mais comment évaluer ces nouveaux risques ? En général, les banques utilisent le scoring crédit pour évaluer le risque de défaut. Cet outil, basé sur des éléments financiers n'est plus suffisant. Il doit intégrer des éléments extra-financiers. La corrélation entre les aspects climatiques et la solvabilité d'une entreprise est donc difficile à mesurer. Le risque de catastrophe climatique peut être localisé et quantifié. Il peut avoir d'influence directe sur le résultat net d'une entreprise. Ainsi, une variable géographique/climatique peut être intégrée aux modèles de scoring crédit, ce qui pourrait entraîner une dégradation de la note des entreprises situées dans des zones à risque, telles que des zones de guerre ou sismiques.



D'autre part, les banques pourraient identifier les secteurs d'activité considérés comme polluants et définir des critères d'évaluation de l'impact environnemental des entreprises emprunteuses, qui seraient pris en compte dans l'analyse des demandes de crédit.

Un défi méthodologique pour les banques consiste à définir les informations extra-financières permettant de prendre en compte le risque climatique dans le processus d'octroi de crédit. De nombreux acteurs du secteur bancaire travaillent à la mise en place de techniques d'évaluation du risque climatique. Il est toutefois important de noter que la prise de conscience des enjeux climatiques au sein du secteur financier est encore relativement récente.

Beaucoup reste à faire. L'UBM s'engage depuis de nombreuses années dans le développement d'une réflexion opérationnelle afin de relever des défis climatique et écologique dans l'intérêt des banques des pays du Maghreb.